

Dernière marche avant la rentrée sociale

Page 3

Lutte antiterroriste

Destruction de bombes
artisanales et des casemates

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Zeghmati évoque des mécanismes de prévention et de coercition

Contrebande aux frontières, la justice se mobilise

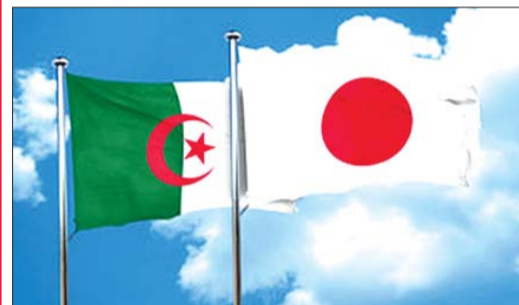
La lutte contre la criminalité notamment dans les zones frontalières, nécessite la mobilisation de l'ensemble des moyens préventifs et coercitifs.

Page 3



Algérie-Japon

Ouvrer pour le renouvellement des
mécanismes de coopération bilatérale



Le Premier ministre, Nouredine Bedoui a affirmé, jeudi à Yokohama, que l'Algérie et le Japon oeuvrent de concert pour renouveler les mécanismes de coopération bilatérale à travers la création d'une commission économique mixte. M. Bedoui a indiqué, lors de sa rencontre avec des membres du groupe d'amitié Japon-UA, que cette commission «regroupera des représentants des Gouvernements ainsi que les secteurs public et privé des deux pays». La négociation concernant l'adoption des deux conventions bilatérales sur la promotion et la protection de l'investissement et la non-double imposition connaît «une évolution notable», a souligné M. Bedoui.

Pour ce qui est des réserves de certains japonais sur «le climat d'affaires et d'investissement en Algérie à l'image de la loi 51/49», le Premier ministre a rappelé que «des centaines d'entreprises actives en Algérie selon cette loi dont la firme japonaise (NIKKEI - JGC) qui s'est adaptée avec la législation algérienne et a créé son entreprise SPA Algérie JGC».

Concernant la coopération interparlementaire bilatérale, le Premier ministre a exprimé son souhait de voir les membres du groupe parlementaire Algérie-Japon, créé récemment, reprendre leurs travaux «le plus tôt possible». Rappelant que les relations entre les deux pays remontent à 1958 avec l'ouverture du bureau de la représentation du Front de libération nationale (FLN historique) à Tokyo, exprimant «sa gratitude à tous les Japonais pour leur soutien important à la Révolution algérienne et leur profonde conviction de la cause algérienne juste».

Page 4

Remise des clés à plus 10.000 bénéficiaires

Logements AADL, la longue attente

Enfin une bonne nouvelle qui devrait ravir les souscripteurs dans l'attente d'avoir un toit depuis de longues années. La distribution de 10 569 logements de type location-vente (AADL) et promotionnels publics (LPP) a débuté, jeudi à Alger et se poursuivra jusqu'à fin septembre de l'année en cours.

Page 2





Remise des clés à plus 10.000 bénéficiaires

Logements AADL, la longue attente

Enfin une bonne nouvelle qui devrait ravir les souscripteurs dans l'attente d'avoir un toit depuis de longues années. La distribution de 10 569 logements de type location-vente (AADL) et promotionnels publics (LPP) a débuté jeudi à Alger et se poursuivra jusqu'à fin septembre de l'année en cours.



Par Karima Nacer

L'annonce est du ministre de l'Habitat, Kamel Beldjoud, lors de la cérémonie de remise des clés symboliques aux bénéficiaires, organisée à la mutuelle de Zeralda. Une autre nouvelle annoncée par le ministre : le site électronique de l'AADL a été ouvert depuis jeudi pour permettre aux 77.757 souscripteurs, répartis à travers 32 wilayas, de retirer leurs pré-affectations et les ordres de versement de la troisième tranche conformément au calendrier, arrêté par l'Agence. Le retrait des pré-affectations n'est possible que si le taux d'avancement des travaux avoisine 70%, a souligné dans ce sens le ministre de l'Habitat. La distribution de logement qui intervient à quelques jours avant la rentrée scolaire, vient dissiper les doutes et de rassurer les citoyens qui craignaient l'arrêt de réalisation des

logements en raison de la crise financière. Sur ce point le ministre de l'habitat a tenu à rassurer que le gouvernement veillera à la finalisation de tous les programmes de logements dans les plus brefs délais, affirmant, à ce propos que ce dernier ne souffre d'aucun problème financier, et qu'une enveloppe financière a été dégagée pour achever tous les programmes.

En effet, sur les 10.569 logements objet de cette opération de distribution, la formule de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) représente la part du lion avec 10.272 unités au titre des programmes AADL 1 et 2 contre 297 logements promotionnels publics (LPP). Le ministre de l'Habitat a précisé que la distribution des logements AADL 1 se poursuivra tout au long du mois de septembre et concernera 4.399 unités, dont 3.599 pour les souscripteurs de la wilaya d'Alger et 800 pour ceux de la wilaya de Boumerdes.

"Le dossier AADL 1 sera définitivement clos dans quelques semaines", a réaffirmé M. Beldjoud. Concernant le dossier AADL 2 de l'année 2013, le ministre a fait savoir que la distribution en cours concerne 5.576 unités à travers huit wilayas (Biskra, Tiaret, Sétif, Mascara, Khenchla, Mila, Tissemsilt et Alger), précisant que les clés ont été remises jeudi à 1.529 souscripteurs dans la wilaya d'Alger. L'opération se poursuivra les mois prochains.

Concernant la formule LPP, M. Beldjoud a fait état de la finalisation de la réalisation de 4.432 logements répartis à travers 20 wilayas, relevant que seuls 297 souscripteurs se sont acquittés de toutes les redevances, appelant le reste des souscripteurs à poursuivre les procédures de paiement pour que ces logements ne restent pas fermés et exposés aux actes de vandalisme. S'agissant de la qualité, le ministre a mis en avant l'attachement du

Gouvernement et du secteur à accorder toute l'attention nécessaire à cet aspect à travers la mise en place de mécanismes de contrôle et de suivi permanents au niveau des chantiers sous la supervision de commissions de wilayas en coordination avec l'organisme national de contrôle technique de la construction (CTC). Il a réaffirmé que toutes les procédures juridiques sont et seront prises contre toute entreprise ou bureau d'étude ne respectant pas les engagements contractuels. M. Beldjoud assure que le Gouvernement veille à garantir aux habitants des cités intégrées livrées ou devant être livrées, les équipements nécessaires précisant un nombre important d'infrastructures et d'établissements éducatifs devront être livrés à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire, dont 656 établissements éducatifs (426 primaires, 137 collèges et 93 lycées), à travers tout le territoire national. **R. K.**

Attribution des locaux commerciaux

Le ministre du Travail exige de la transparence

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Hassan Tidjani Haddam, a exigé jeudi à Bordj Bou Arreridj de la transparence dans l'opération de distribution des locaux commerciaux au profit des micro-entreprises pour éviter tout éventuel dépassement.

"Il faut agir avec célérité et remettre dans la transparence ces locaux à leurs bénéficiaires des micro-entreprises dans les meilleurs délais", a déclaré le ministre à l'adresse de la commission nationale chargée de la distribution des locaux commerciaux dépendant des instances relevant du ministère de l'Habitat (OPGI, AADL).

Au cours d'une cérémonie de remise de décisions d'attribution de locaux commerciaux au profit des micro-entreprises créées dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi (ANSEJ, CNAC, et ANGEM), le ministre a rappelé que "8.980 locaux commerciaux à l'échelle nationale ont été réservés pour les micro-entreprises dont 10% seront destinés aux personnes aux besoins spécifiques et 30% pour les femmes entrepreneures".

Il a affirmé que la commission centrale de distribution des locaux commerciaux "demeurera à l'écoute des préoccupations soulevées et garantira l'accompagnement nécessaire au bon déroulement de l'opération".

Il a ajouté que les pouvoirs publics accordent une "importance capitale" à l'opération de distribution des locaux commerciaux au profit de jeunes promoteurs, relevant que cela s'inscrivait "en droite ligne avec le plan d'action du gouvernement visant une meilleure prise en charge des attentes des jeunes dans le domaine entrepreneurial".

Le ministre avait entamé sa visite dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj par l'inauguration des sièges de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et la Caisse nationale de retraite (CNAC) au chef lieu de wilaya, avant d'inspecter une entreprise économique du Groupe Anabib des tubes et matériel d'irrigation à la zone industrielle de Bordj Bou Arreridj.

Lors d'une rencontre avec les cadres locaux de son secteur, le ministre a encouragé les responsables de son secteur à œuvrer "à améliorer les prestations à travers la facilitation des procédures et l'amélioration des conditions d'accueil".

R. K.

Rentrée scolaire

Belabed se réunit avec les représentants des parents d'élèves

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed a tenu jeudi après-midi, une réunion d'information avec les représentants des associations des parents d'élèves, au cours de laquelle il a abordé toutes les dispositions prises par le gouvernement pour une "bonne" rentrée scolaire 2019-2020.

"Je me suis réuni avec la Fédération nationale des associations des parents d'élèves, l'Organisation nationale des parents d'élèves et l'Association nationale des parents d'élèves pour discuter des différents sujets ayant trait à la rentrée scolaire. Cette réunion

constitue une rencontre d'information et d'écoute au cours de laquelle nous avons parlé des grands agrégats de cette rentrée", a déclaré à la presse M. Belabed, en marge de cette réunion.

Evoquant les différentes décisions prises par le gouvernement pour une meilleure prise en charge des enfants scolarisés, le ministre a rappelé que son département réceptionnera, cette année, 656 établissements scolaires (426 écoles primaires, 137 collèges et 93 lycées). Il a également rappelé la mission qui lui a été confiée par le Premier ministre concernant la prise en charge des enfants aux besoins spéci-

ifiques.

"La commission intersectorielle composée des secteurs de l'éducation, de la santé, de la formation professionnelle, et de la Solidarité nationale que je préside, installée dernièrement par le Premier ministre, a élaboré une circulaire interministérielle pour prendre en charge les vides qui sévissaient par le passé et renforcer la coordination intersectorielle afin de faciliter l'intégration de cette catégorie dans le milieu scolaire", a-t-il déclaré, faisant savoir que des enfants aux besoins spécifiques auront leur manuel en braille dans les délais.

Le ministre a évoqué à l'occa-

sion, le dossier du recrutement des diplômés des Ecoles normales supérieures (ENS), où il a rappelé que tous les diplômés de cette école pourront enseigner et ce, "grâce à la dérogation accordée par le Premier ministre qui prendra en charge le surnombre depuis 2016".

M. Belabed a, toutefois, tenu à préciser que "la liste de réserve reste en vigueur dans le cas où le nombre sortant de cette école s'avère insuffisant".

Par ailleurs, le ministre a fait savoir que le traditionnel cours inaugural cette année sera en relation avec le contexte que vit le pays, arguant que "l'école ne saurait res-

ter en marge de ce qui se passe dans le pays".

"Elle va contribuer en collaboration avec nos partenaires, pour faire connaître les efforts consentis par l'Etat. Un cours qui encourage, entre autres, le raffermissement des liens entre les citoyens, et entre les citoyens avec leur Etat dans l'intérêt du pays", a-t-il expliqué.

A noter que plus de 9 millions d'élèves devront rejoindre les établissements scolaires lors de la prochaine rentrée dont plus de 36.000 appartiennent à la catégorie des personnes aux besoins spécifiques.

R. N.

Zeghmati évoque des mécanismes de prévention et de coercition

Contrebande aux frontières, la justice se mobilise

La lutte contre la criminalité notamment dans les zones frontalières, nécessite la mobilisation de l'ensemble des moyens préventifs et coercitifs.



Par S. A. Mohamed

C'est du moins sur cet "impératif qu'a mis l'accent jeudi, à partir de Ouargla, le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati. Présidant la cérémonie d'installation du nouveau président de la Cour de Ouargla, M. Zeghmati a plaidé pour "la mobilisation de tous les mécanismes de prévention et de coercition face à la criminalité, sous toutes ses formes, et ce dans le cadre du respect des droits et des libertés, notamment le droit à un procès équitable". Evoquant les juridictions à compétence territoriale élargie, le ministre a souligné leur rôle capital en matière de lutte contre les différentes formes de crimi-

nalité à l'image de la contrebande, dont souffre le pays particulièrement dans les régions du sud et les zones frontalières". M. Zeghmati a mis en avant, par ailleurs, les dangers du trafic de drogue à travers les tentatives d'introduction des ces substances en grande quantité sur le territoire national, notamment sur la santé des générations futures et la menace que ce fléau constitue pour l'échelle sociale et la stabilité du pays. Saluant les efforts de toutes les volontés dévouées dans la société et des institutions en charge de la prévention et de la lutte contre la criminalité, le ministre a estimé nécessaire de conférer aux juridictions des prérogatives plus larges en matière de gestion des enquêtes et du renforcement de leurs compo-

santes par de magistrats compétents dans les domaines en relation avec les différents aspects de la criminalité. "Afin de concrétiser cet objectif, des amendements doivent être introduits au Code de procédure pénale, notamment dans ses dispositions relatives à ces juridictions", a soutenu le ministre relevant la lourde responsabilité qui incombe aux magistrats aujourd'hui. Par ailleurs, le ministre a rendu hommage à l'Armée nationale populaire (ANP) pour son rôle capital dans la lutte contre les menaces criminelles tout au long de nos frontières. Bien que ses valeureux enfants veillent sur sa sécurité et sa stabilité, l'Algérie a plus que jamais besoin de la vigilance de tout un chacun pour contrer les velléités de convoitise, a-t-il encore ajouté. Le

ministre avait inspecté, en compagnie du directeur général de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion, Mokhtar Felioune, le projet de réalisation et d'équipement d'un établissement pénitentiaire dans la commune de Hassi Ben Abadallah (Daïra de Sidi Khouiled) d'une capacité de 300 places, qui sera réceptionné dans les tous prochains jours, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. M. Zeghmati a mis l'accent sur la nécessité de pallier les lacunes relevées, notamment en ce qui concerne les staffs médical et enseignant. Au cours de la visite, des citoyens ont protesté devant la cour d'Ouargla pour réclamer la lutte contre la corruption, notamment au niveau local, et l'indépendance de la justice. S. A. M.

Mouvement El-Islah Le dialogue inclusif, unique voie vers le consensus national

Le président du Mouvement El-Islah, Filali Ghouini, a estimé jeudi à Alger que le dialogue inclusif et responsable était "l'unique voie pour un consensus national entre tous les courants de la société afin de pouvoir organiser une élection présidentielle transparente et régulière, dans les plus brefs délais".

Lors d'un point de presse au terme de sa rencontre avec le coordonnateur de l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM), Karim Younes, M. Ghouini a précisé que sa formation politique "croit au dialogue sérieux et responsable auquel participent tous les acteurs politiques, la société civile et l'élite nationale pour parvenir au consensus national en privilégiant l'intérêt supérieur du pays notamment en cette conjoncture difficile".

Affirmant qu'aucune partie ne doit être exclue du processus de dialogue, le président du Mouvement El-Islah a appelé à mettre en avant les dénominateurs communs pour sortir de la crise politique actuelle car, a-t-il dit, "l'intérêt de l'Algérie passe avant toute autre considération".

M. Ghouini a prôné la nécessité d'encourager le débat sérieux dans le cadre du dialogue pour sortir avec des propositions constructives à soumettre à une conférence nationale à laquelle participeraient tous les acteurs pour élargir le consensus national et pouvoir ainsi organiser une élection présidentielle dans les plus brefs délais.

Pour ce faire, le Mouvement El-Islah propose "la révision de nombreuses lois, notamment électorale, et la création d'une instance nationale indépendante chargée de l'organisation et de la surveillance de l'opération électorale jusqu'à la proclamation des résultats".

T. G.

Le MNE plaide pour la révision de la loi électorale

Le président du Mouvement national de l'Espérance (MNE), Mohamed Hadeif, a plaidé jeudi à Alger pour une révision de la loi électorale à travers un débat et une concertation de manière "sereine" et "constructive" afin de préparer les meilleures conditions d'organisation de l'élection présidentielle.

"Nous exigeons une révision de la loi électorale à travers un vrai débat sur l'organisation de l'élection présidentielle", a indiqué M. Hadeif dans une déclaration à la presse au terme d'une rencontre avec une délégation de l'Instance nationale de dialogue et de médiation, conduite par son coordinateur Karim Younes, dans le cadre des consultations menées par l'instance en vue de trouver une solution à la crise politique que traverse le pays.

M. Hadeif a indiqué avoir demandé "la démocratisation de l'élection présidentielle par la révision de la loi électorale en vue de créer les conditions d'éligibilité des candidats".

"Nous devons organiser une élection présidentielle ouverte à tous les Algériens qui remplissent les conditions de candidature", a-t-il insisté, suggérant que cette élection "soit précédée d'une campagne préélectorale marquée par un débat serein et une concertation constructive".

Le président du MNE a appelé également à "des mesures d'apaisement pouvant garantir l'exercice de la démocratie et des libertés".

R. N.

28^e vendredi de mobilisation populaire

Dernière marche avant la rentrée sociale

Par Massi Salami

La mobilisation citoyenne s'est renforcée, hier, à Alger à l'occasion de la dernière marche avant la rentrée sociale. Pacifiques et réitérant les mêmes slogans, des milliers de marcheurs ont tenu à être présents à ce 28^e vendredi de hirik populaire. Comme à l'accoutumée, les manifestants ont dû braver la chaleur et l'humidité pour exprimer leurs revendications politiques et sociales. Les marches d'hier, à travers plusieurs wilayas du pays, avaient cette spécificité d'être l'ultime action avant la rentrée sociale, au mois de septembre. Dans la matinée, des groupes de manifestants étaient déjà sur place. Certains d'entre eux avaient tenté des marches et des rassemblements à la place Audin. Une forte présence policière a été constatée dès les premières heures de la matinée. Les forces de l'ordre ont essayé d'interdire aux manifestants l'accès à la grande poste. Mais, cette mesure

n'a pas trop duré puisqu'une fois la mobilisation était grande, la marche s'est déroulée sur l'itinéraire habituel.

A partir de 14 heures, la marche s'ébranle parcourant la rue Didouche Mourad, traversant la Place Maurice Audin et la voie menant vers la Grande Poste. Une grande foule était aussi en marche du côté de la Place du 1^{er} mai et la Rue Hassiba Benbouali. Les véhicules et autres engins de la police étaient déployés le long des voies empruntées par les marcheurs. Aucun heurt ou violence n'ont été enregistrés. Les services de police ont effectué quelques interpellations. Mais la marche s'est déroulée dans de bonnes conditions. La plupart des manifestants brandissaient le drapeau national et entonnaient en chœur différents slogans : "djazair Horra democratia", "Maranach Habessine", "belad beladena nedirou rayna", etc. Sur les écriteaux portés par les marcheurs, l'on pouvait lire de nombreux commentaires, la plupart reconnais-

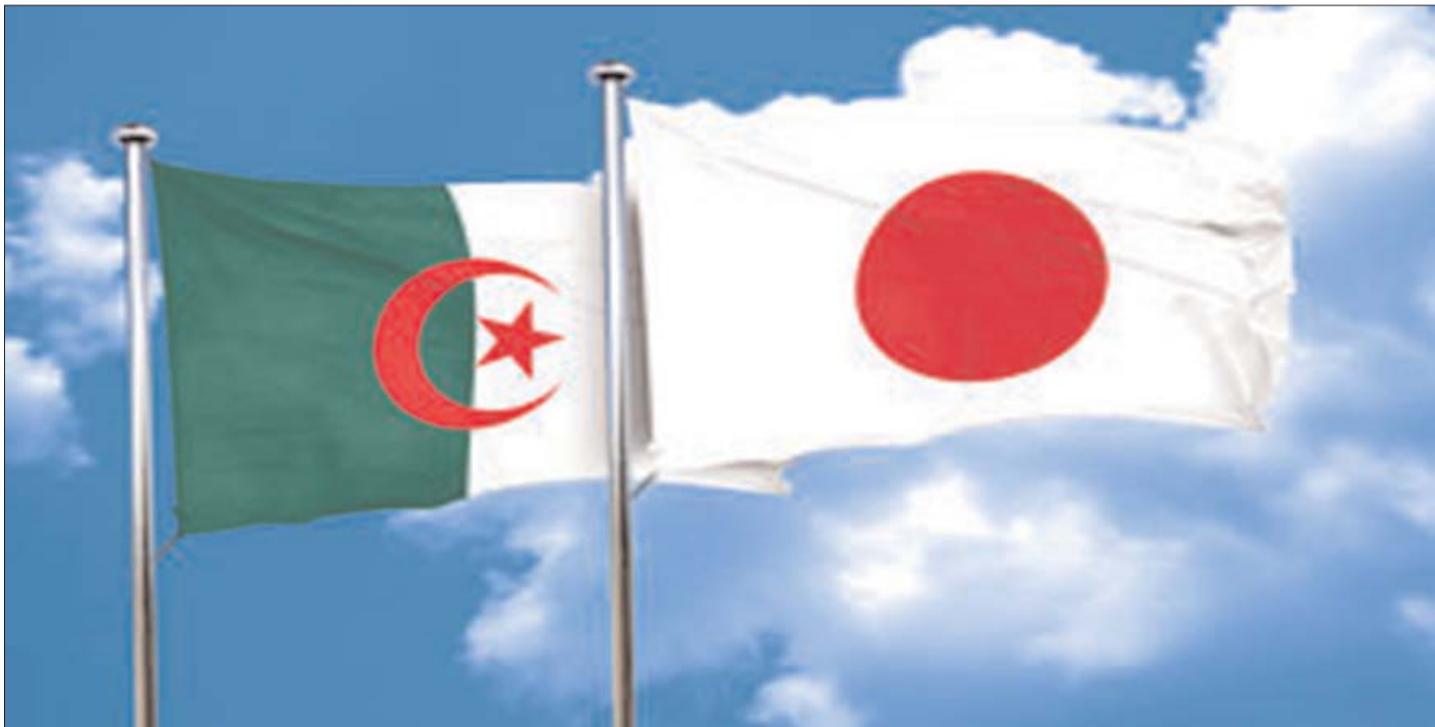
saient l'étendue de la crise et proposaient des solutions pour sortir le pays de la situation actuelle. A partir de 15 heures, la grande marche a pris fin mais de nombreux jeunes gens sont restés à la Place Audin, scandant des slogans dénonçant la "bande", "la corruption", "les responsables véreux", réclamer le départ de tous les symboles du système et en finir définitivement avec les vieilles pratiques, qui sont responsables du malaise de la jeunesse. Ne dérogeant pas à la règle, de nombreux volontaires étaient là pour encadrer la marche et porter assistance aux personnes en difficultés. Ils portaient des gilets oranges sur lesquels est écrit "Sylmia", d'autres avec des sacs à dos chargés de matériels des premiers soins médicaux. En attendant la suite de cette mobilisation populaire, force est de relever que le hirik est loin de s'arrêter mais les manifestants étaient unanimes à espérer une solution dans les meilleurs délais.

M. S.

Algérie-Japon

Ouvrer pour le renouvellement des mécanismes de coopération bilatérale

Le Premier ministre, Noureddine Bedoui a affirmé, jeudi à Yokohama, que l'Algérie et le Japon oeuvrent de concert pour renouveler les mécanismes de coopération bilatérale à travers la création d'une commission économique mixte.



M. Bedoui a indiqué, lors de sa rencontre avec des membres du groupe d'amitié Japon-UA, que cette commission "regroupera des représentants des Gouvernements ainsi que les secteurs public et privé des deux pays".

La négociation concernant l'adoption des deux conventions bilatérales sur la promotion et la protection de l'investissement et la non-double imposition connaît "une évolution notable", a souligné M. Bedoui.

Pour ce qui est des réserves de certains japonais sur "le climat d'affaires et d'investissement en Algérie à l'image de la loi 51/49", le Premier ministre a rappelé que "des centaines d'entreprises actives en Algérie selon cette loi dont la firme japonaise (NIKKI -JGC) qui s'est adaptée avec la législation algérienne et a créé son entreprise SPA Algérie JGC".

Concernant la coopération interparlementaire bilatérale, le Premier ministre a exprimé son souhait de voir les membres du groupe parlementaire Algérie-Japon, créé récemment, reprendre leurs travaux "le plus tôt possible". Rappelant que les relations entre les deux pays remontent à 1958 avec l'ouverture

du bureau de la représentation du Front de libération nationale (FLN historique) à Tokyo, exprimant "sa gratitude à tous les Japonais pour leur soutien important à la Révolution algérienne et leur profonde conviction de la cause algérienne juste".

Quant aux relations Japon-Afrique, le Premier ministre a remercié le Gouvernement et le peuple nippons "pour leur soutien indéfectible au développement en Afrique illustré en l'initiative TICAD", estimant que cette dernière "est unique en son genre" et "en adéquation avec l'Agenda de l'UA 2063".

Dans le même sillage, M. Bedoui a fait part de son souhait que le Japon joue un rôle prépondérant dans l'évolution structurelle à laquelle aspire le continent africain.

Les sociétés africaines s'attendent à ce que le Japon procède à d'importants investissements, finance les petites et moyennes entreprises et accélère l'intégration des nouvelles technologies, notamment dans les domaines de la santé et les programmes de développement de compétences et ce pour une meilleure concrétisation des objectifs du développement durable (ODD) du plan d'action 2030", a souligné le Premier ministre.

Les travaux de la 7ème Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) se sont poursuivis à travers des séances consacrées à une série de thèmes, dont l'investissement et les ressources humaines.

Investissement et ressources humaines parmi les principaux thèmes

Il s'agit entre autres des thèmes inscrits à l'ordre du jour de la deuxième journée à savoir "le dialogue commercial entre les secteurs public et privé", "l'approfondissement des fondements d'une collectivité durable", outre une séance sur "l'innovation dans le continent".

Le programme de la deuxième journée a été conclu par une séance publique sur "le développement de la ressource humaine dans les pays africains".

La conférence s'est achevée par une séance consacrée aux questions de la paix et de la stabilité, suivie de "la Déclaration de Yokohama".

R. L.

Prise en charge de la santé du citoyen

Présentation des efforts de l'Algérie

La délégation algérienne participant aux travaux de la 7ème Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) a présenté, jeudi à Yokohama, un exposé sur "la santé et l'alimentation", mettant en exergue les efforts de l'Algérie en matière de prise en charge de la santé du citoyen et du développement du système de santé. Dans ce cadre, il a été souligné que l'Algérie "a consacré, dans sa constitution, que la santé est un droit fondamental au citoyen algérien, ce qui a amené à la réalisation et au développement des structures et infrastructures dans ce secteur, voire le soutien constant aux ressources humaines et au développement du système de la santé". Lors de la présentation de l'exposé, il a

été question de mettre en exergue les efforts consentis dans le domaine de prise en charge de la santé du citoyen, conduisant "à une évolution remarquable dans la moyenne d'âge chez l'individu, passant de 47 ans au lendemain de l'indépendance à 77,6 ans en 2017". A ce propos, "le taux de mortalité infantile a reculé de 37 pour mille en 2000 à 22 pour mille en 2017". Concernant la santé maternelle, "l'Algérie oeuvre toujours à diminuer le taux de mortalité et s'apprête aujourd'hui à élaborer un plan quinquennal autour de cet objectif pour 2020 et 2024 ainsi que des programmes de développement durable". Il a été question également de "l'engagement de l'Algérie à adopter les initiatives internationales et régionales, à

l'image de la stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent (2016 - 2030), ainsi que l'initiative relative à la réduction du taux de mortalité maternelle en Afrique".

Le programme élargi de vaccination a permis à l'Algérie de "réduire le taux d'atteinte et de mortalité et d'éradiquer des maladies telles que l'urétérite et le tétanos maternel et néonatal".

Pour ce qui est des maladies transmissibles, l'Algérie a adopté un plan pour éradiquer définitivement les épidémies du VIH, la tuberculose, et le paludisme (malaria) à l'horizon 2030".

L'exposé a mis en avant les efforts consentis par l'Algérie pour lutter contre le paludisme (malaria) ayant abouti à des résultats probants, rappelant que l'Algérie a obtenu la certification

de l'élimination de cette maladie de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)". Concernant la prévention en générale, l'Algérie "envisage l'adoption d'un plan quinquennal 2020-2024 à même de renforcer le système de surveillance de maladies épidémiques ainsi que le mécanisme de gestion des risques à dimension épidémiologiques internationales". L'Algérie a déployé "des efforts considérables dans le secteur de la santé à savoir, la formation des médecins venant des pays africains et frères", a rappelé l'exposé.

S'agissant de la solidarité avec les pays africains, l'exposé a mis en avant l'apport de l'Algérie aux pays africains lors des crises alimentaires et des catastrophes naturelles".

R. L.

Lutte des Sahraouis pour le droit à l'autodétermination

Le Président tanzanien réitère le soutien de son pays

Le président tanzanien, John Magufuli, a réitéré jeudi le soutien ferme de son pays à la lutte légitime du peuple sahraoui pour accéder à son droit à l'autodétermination et à son indépendance.

Ce soutien a été réaffirmé lors d'une cérémonie officielle durant laquelle Mahdjoub Sidina a présenté ses lettres de créance au président, John Magufuli, en sa qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République arabe sahraouie démocratique en République-Unie de Tanzanie, avec résidence à Dar es-Salaam.

Avant d'être présenté au président tanzanien par le directeur du protocole pour la remise des lettres de créance et après avoir examiné un détachement de la garde d'honneur exécutant les hymnes nationaux des deux pays, l'ambassadeur sahraoui a signé le livre d'honneur de la présidence de la République-Unie de Tanzanie.

Mahdjoub Sidina a transmis au président John Magufuli les salutations chaleureuses du président Brahim Ghali, soulignant qu'il a été chargé de "préserver et de développer les relations historiques et bonnes existant entre la RASD et la Tanzanie".

L'ambassadeur a saisi, cette occasion, pour féliciter le président et le peuple tanzaniens pour "le grand succès du 39e sommet de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) tenu à Dar Es Salaam les 17 et 18 août 2019".

"Nous considérons votre succès et celui de la SADC en général est notre succès", a tenu à ajouter le diplomate sahraoui.

Dans le même ordre d'idées, l'ambassadeur sahraoui a remercié, en outre, au nom du gouvernement et du peuple sahraoui, la solidarité ferme et permanente de la SADC avec la RASD, affirmant que "la résolution adoptée par le 39e sommet de l'organisation nous rappelle le rôle important joué en Afrique australe par le groupe de pays de première ligne de l'époque lors de la lutte de libération contre l'apartheid".

L'ambassadeur a réitéré au président les condoléances du gouvernement et du peuple sahraoui pour le tragique accident survenu le 10 août dans la ville de Morogoro, faisant plus de 150 victimes, y compris des blessés et des morts.

De son côté, le président John Magufuli, qui a confié à l'ambassadeur le soin de transmettre ses chaleureuses salutations au président Brahim Ghali, réaffirmant la position traditionnelle de la Tanzanie face à la cause sahraouie.

"Depuis le président Julius Nyerere, la Tanzanie a toujours soutenu votre cause et continuera à le faire", a assuré le chef d'Etat tanzanien.

Il a également évoqué, à ce propos, la solidarité permanente de la SADC incarnée dans la résolution adoptée par son 39ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, tenu à Dar Es Salaam les 17 et 18 août 2019.

K. M.

Complexe intégré des métiers du textile de Relizane

«Une contribution à la renaissance de l'industrie nationale»

Le complexe intégré des métiers du textile (Tayal) de Relizane contribuera à la renaissance de l'industrie nationale dans ce domaine, a affirmé jeudi la ministre de l'Industrie et des Mines, Djamilia Tamazirt, en visite de travail dans la wilaya.



Le complexe qui est implanté dans la zone industrielle de Sidi Khettab, "contribuera à l'amélioration de la qualité des produits textiles et au développement de la sous-traitance", a souligné la ministre. Procédant à l'inauguration d'une unité du complexe spécialisé dans la teinture de tissu "Denim" (Jeans), Djamilia Tamazirt a notamment mis l'accent sur "la qualité et l'innovation, facteurs importants pour la commercialisation des produits tant en Algérie qu'à l'international". Mme Tamazirt a également indiqué que sa visite de travail a pour but d'examiner de près l'avancement des travaux de l'usine qui figure, a-t-elle expliqué, parmi "les

principaux projets sur lesquels mise l'Etat pour créer de la valeur ajoutée et réduire la facture d'importation".

Relizane, a-t-elle soutenu à ce titre, sera "un pôle de compétitivité dans cette nouvelle dynamique insufflée au secteur industriel" dédié au textile et à ses divers segments.

L'usine de Relizane est le fruit d'un partenariat algéro-turc selon la règle 51-49, conclu entre la société turque "Intertay" (filiale du groupe "Taipa") et les sociétés publiques algériennes "C & H" et "Texalg", ainsi que la Société nationale des tabacs et allumettes (SNTA), qui a abouti à la création de la société mixte "Tayal". Ce complexe de 250 hec-

tares dont la réalisation a été lancée en février

2016 avec un investissement de plus de 171 milliards de dinars (714 millions de dollars), est le plus grand à l'échelle africaine.

Le projet est divisé en deux phases. La première porte sur la construction de huit unités pour l'industrie textile, dont sept sont déjà entrées en service.

Une école de formation aux métiers du textile a été également créée, dotée d'une capacité d'accueil de 400 stagiaires, tandis qu'un pôle résidentiel de 567 logements est en cours de réalisation. La deuxième phase comprend 10 autres unités de production d'accessoires pour la fabrication de tissus à usage domestique

ou professionnel. Les deux phases de réalisation génèrent environ 25.000 emplois, à savoir 10.000 pour la première et 15.000 pour la deuxième, a indiqué à l'APS le chargé de communication auprès du complexe, Yasser Abdesslem.

Au cours de sa visite, la ministre de l'Industrie et des Mines a également procédé à l'inauguration d'une usine de fabrication de tuyaux en acier inoxydable, d'une capacité de production annuelle de quelque 20.000 tonnes. Une quarantaine d'emplois ont été créés à la faveur de la réalisation de cette entité industrielle, fruit d'un investissement privé.

R. F.

Avec un début sur le marché local
Saudi Aramco pense à une entrée en Bourse en deux étapes

Le géant pétrolier public saoudien Aramco envisage une entrée en Bourse en deux étapes, avec un début sur le marché local et une entrée conséquente sur le marché international, sans doute à Tokyo, a indiqué jeudi le Wall Street Journal.

Aramco a déjà fait savoir qu'il comptait vendre jusqu'à 5% sur les marchés financiers, mais seulement au "bon moment", évoquant une introduction entre la fin 2020 et le début 2021, qui devrait être la plus grande vente mondiale d'actions.

Le géant pétrolier examine actuellement la possibilité de lever jusqu'à 50 milliards de dollars sur le marché intérieur, a précisé le journal, citant des sources non identifiées.

Selon ces sources, Aramco a une préférence pour la place de Tokyo pour la deuxième partie de son introduction en Bourse.

Si ce choix est confirmé, ce serait un revers pour les places de Londres, New York et Hong Kong, qui convoitaient toutes une part de cette vente tant attendue.

L'incertitude politique en Grande-Bretagne sur le Brexit, et le mouvement de contestation à Hong Kong ont réduit leurs chances, a indiqué le Wall Street Journal citant des responsables saoudiens et des conseillers.

L'introduction en Bourse envisagée du géant pétrolier public entre dans le cadre d'un plan de réforme initié par le prince héritier Mohammed ben Salmane visant à permettre à l'Arabie saoudite d'engranger quelque 100 milliards de dollars et financer ainsi la diversification de son économie, qui dépend majoritairement de l'or noir. Initialement prévue en 2018, cette opération a été repoussée en raison de conditions de marché défavorables. Le groupe a annoncé en août un bénéfice en baisse de 12% au premier semestre.

H. L.

Prix du pétrole

Le Brent à 60,41 dollars jeudi à Londres

Les prix du pétrole restaient stables jeudi en cours d'échanges européens, tiraillés entre la publication du niveau des stocks américains mercredi et la confirmation par les Etats-Unis de droits de douane sur des produits chinois.

Jeudi, peu avant midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 60,41 dollars à Londres, en légère baisse de 0,13% par rapport à la clôture de mercredi. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance s'échangeait à 56,07 dollars, 0,52% de plus que la veille.

Selon les analystes, les données sur les stocks de pétrole américains ont soutenu les cours mercredi et continuaient d'avoir une influence jeudi.

Selon les chiffres publiés mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA), les stocks de brut aux Etats-Unis ont en effet plongé de 10 millions de barils lors de la semaine achevée le 23 août, tandis que les analystes interrogés par l'agence Bloomberg s'attendaient à un recul de 2,8 millions de barils.

Toutefois, des craintes vis-à-vis de l'im-

pact sur la demande du conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis ont empêché les prix de l'or noir de monter plus haut, ont expliqué des analystes.

Selon l'agence Bloomberg, le gouvernement américain a confirmé mercredi que les nouveaux droits de douane de 5% annoncés par le président américain Donald Trump vendredi allaient bien être mis en place, alors que les tensions semblaient s'apaiser entre les deux superpuissances en début de semaine. Plusieurs centaines d'entreprises et groupements professionnels américains ont

pressé mercredi l'administration Trump de repousser l'imposition de nouveaux droits de douane sur les importations chinoises, affirmant que cela allait détruire des emplois et peser sur les consommateurs.

Sous la bannière "Americans for Free Trade" ("Américains pour le libre-échange"), 160 fédérations, allant de la chimie aux créateurs de mode, demandent "urgemment" au gouvernement "de reporter" ces nouvelles taxes, qui vont affecter d'ici décembre l'ensemble des importations venues de Chine.

R. D.

Textes d'application de la nouvelle loi sanitaire

Les pharmaciens privés invités à formuler des propositions

Le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a invité jeudi à Alger les pharmaciens privés à formuler leurs propositions concernant les textes d'application de la nouvelle loi sur la santé, a indiqué un communiqué du

ministère. Au terme de l'audience qu'il a accordée à une délégation du bureau du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO), conduite par Messaoud Belambri, au siège de son département, M. Meraoui a mis en avant "l'importance de la contribution des

pharmaciens privés à la formulation de propositions concernant les textes d'application de la nouvelle loi sur la santé, dans son volet inhérent à la profession de pharmacien", ajoute le communiqué. Le ministre a souligné, également, la nécessité d'oeuvrer à la promotion d'un dia-

logue social civilisé empreint de confiance et de sens de responsabilité, au service du secteur de la santé en général, des intérêts sociaux et professionnels en particulier". S'inscrivant dans le cadre des rencontres de dialogue et de concertation avec les partenaires sociaux,

la rencontre a porté sur une série de points, dont "l'organisation de la profession de pharmacien, l'amélioration des conditions de travail, la protection du pharmacien en service, et la disponibilité du médicament", conclut le document.

H. L.

En raison du Brexit et des propos de Christine Lagarde

La livre britannique et l'euro s'affaissent

L'hypothèse d'une sortie sans accord de l'UE est le scénario le plus redouté des milieux d'affaires, qui anticipent de graves perturbations économiques.



La livre sterling baissait très légèrement jeudi face au dollar, toujours pénalisée par la suspension du Parlement britannique avant le Brexit, annoncée la veille, tout comme l'euro après des propos de la future présidente de la Banque centrale européenne Christine Lagarde. Vers 14H00 GMT (15H00 locale), la livre perdait 0,02% face au billet vert et 0,14% face à l'euro, à respectivement 1,2195 dollar pour une livre et 90,72 pence pour un euro.

Mercredi en début d'échanges européens, la livre avait décroché d'environ

1% tandis que la presse annonçait que le Premier ministre Boris Johnson avait l'intention de suspendre le Parlement après les débats du 9 sep-

tembre et jusqu'au 14 octobre, soit deux semaines avant la date prévue du Brexit. "Le coup de Boris Johnson hier a rendu plus probable un Brexit sans accord, mais les mouvements sur le marché des changes ont été limités par le fait qu'un +no deal+ est déjà intégré dans les cours comme étant la conclusion la plus probable", a jugé Kit Juckes, analyste Société Générale.

L'hypothèse d'une sortie sans accord est le scénario le plus redouté des milieux d'affaires, qui anticipent de graves perturbations économiques, ce qui pèse sur la devise britannique.

De plus, "la Banque d'Angleterre devra probablement baisser ses taux avant la fin de l'année si la situation se détériore encore, ce qui ajoute plus de

pression sur la livre", a souligné Hussein Sayed, analyste pour FXTM.

Une baisse des taux d'intérêt stimule la croissance mais a également pour conséquence de rendre la devise concernée moins rémunératrice et donc moins attractive pour les cambistes.

De son côté, l'euro perdait 0,15% face au dollar, à 1,1060 dollar.

L'euro a perdu un peu de terrain face au billet vert après que Christine Lagarde, la prochaine présidente de la Banque centrale européenne, a estimé dans un document écrit adressé au Parlement européen que les taux d'intérêt n'avaient pas atteint leur plancher et que l'institution disposait de nombreux outils pour relancer la croissance.

T. M.

Portugal

Recul du chômage en juillet

Le taux de chômage au Portugal a légèrement reculé en juillet, à 6,5% contre 6,6% le mois précédent, selon des données provisoires publiées jeudi par l'Institut national des statistiques (Ine).

Ce chiffre reste inférieur au taux de chômage enregistré en juillet 2018, qui s'était établi à 6,8%.

En juillet, le nombre total de chômeurs s'élevait à 336.800 personnes, ce qui représente une baisse de 0,6% par rapport à juin, et un recul de 4,5% en glissement annuel.

Le taux de chômage a toutefois progressé chez les jeunes de 15 à 24 ans, pour s'établir à 19,3% contre 18,6% le mois précédent.

Pour le mois de juin, l'office des statistiques a revu en légère baisse sa première estimation, à 6,6% contre 6,7% précédemment. En juin, le taux de chômage est ainsi resté stable par rapport aux mois de mai et avril.

Pour l'ensemble de l'année 2019, le gouvernement socialiste table sur un chômage à 6,6%, selon les projections inscrites en avril dans son programme de stabilité et croissance.

R. E.

Gazprom

Bénéfice net en hausse de 32% grâce aux ventes de gaz

Le géant russe Gazprom a annoncé jeudi une hausse de 32,4% de son bénéfice net au premier semestre sur un an, grâce à une progression des produits des ventes de gaz.

Selon les résultats publiés jeudi, le groupe contrôlé par l'Etat russe a dégagé un bénéfice net de 878,6 milliards de roubles au premier semestre 2019 (11,9 milliards d'euros au taux actuel), contre 663,5 milliards de roubles sur la même période en 2018.

Son bénéfice d'exploitation a pour sa part diminué de 11,2% sur un an à 780,9 milliards de roubles, et son chiffre d'affaires est en légère hausse de 2,6% sur un an à 4.076 milliards de roubles.

En progression trimestrielle, le bénéfice net a augmenté de 17,6% sur un an à 319,1 milliards de roubles.

Gazprom fournit le tiers du gaz consommé en Europe, et, si sa part de marché a eu tendance à augmenter ces dernières années, le groupe russe y est désormais fortement concurrencé par le gaz naturel liquide (GNL).

Les volumes de gaz vendus à l'Europe sont en baisse de 8,2% au deuxième semestre sur un an par rapport à 2018 - année de tous les records - mais cela a été compensé par une augmentation des prix du gaz, notamment en roubles.

K. M.

Allemagne

L'inflation ralentit à 1,4% sur un an en août

L'inflation en Allemagne a ralenti à 1,4% en août sur un an contre 1,7% en juillet, s'éloignant de l'objectif de la Banque centrale européenne, selon des chiffres provisoires publiés jeudi par l'office fédéral des statistiques Destatis.

Au sein de l'indice, la hausse des prix de l'énergie a nettement

décéléré, à 0,6% sur un an, après 2,4% en juillet et 2,5% en juin.

La plus forte contribution au taux d'inflation annuel vient des prix des denrées alimentaires, à 2,7%, contre 1,6% pour les services.

Sur un mois, les prix ont reculé de -0,2% au sein de la première économie de la zone euro, à éga-

lement indiqué Destatis.

L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), utilisé comme référence par la Banque centrale européenne (BCE), affiche une hausse de 1,0% sur un an, un niveau bien inférieur à celui "proche de 2%" considéré par l'institut monétaire comme signe de bonne santé de l'écono-

mie.

En juillet, l'inflation a ralenti à 1,0% dans la zone euro contre 1,3% en juin, selon les dernières données publiées par Eurostat. Les attentes pour août se situent à 1,0%, sur fond d'une économie montrant des signes d'affaiblissement plus durables que prévu.

La BCE pourrait réagir en

annonçant lors de sa réunion de rentrée le 12 septembre un train de mesures incluant une baisse du taux de dépôt, assortie d'un dispositif pour en atténuer l'impact sur la rentabilité des banques, et une relance du programme de rachats de dette sur le marché, mis en sommeil fin 2018.

M. K.

Avec une croissance +0,4% au 2^e trimestre

Le Brésil échappe à la récession

Le Brésil a échappé à la récession, avec une croissance de 0,4% au deuxième trimestre, après un recul du Produit intérieur brut (PIB) au cours des trois premiers mois de l'année, a annoncé jeudi l'institut officiel de statistiques IBGE.

Le taux de croissance du trimestre (avril à juin) de la première puissance économique d'Amérique latine est meilleur que prévu par les analystes (0,2%).

La Banque centrale avait estimé, au début août, que l'économie pourrait se contracter de 0,13%.

Le PIB brésilien s'est contracté de 0,1% au premier trimestre, selon des chiffres qui viennent d'être révisés et un 2^e trimestre négatif aurait techniquement entraîné le Brésil dans la récession. La première économie d'Amérique latine n'est pas vaillante pour autant: elle

n'est pas franchement remise de la récession historique de 2015/2016 (-6,7%), suivie d'une croissance de seulement 1,1% en 2017 comme en 2018. Si les économistes avaient prévu une croissance pour cette année de 2,5% après l'arrivée au pouvoir en janvier

du président Jair Bolsonaro qui a promis une politique économique libérale, le gouvernement comme les marchés ont déchanté et n'espèrent plus désormais qu'une faible croissance de 0,8% pour 2019.

T. D.

Djelfa

Campagne de sensibilisation au profit des conducteurs de poids lourds

L'opération de sensibilisation, supervisée par le chef de la brigade territoriale de la gendarmerie national a été fort bien accueillie par les usagers de la route.



Une campagne de sensibilisation au profit des conducteurs de poids lourds et de transport en commun des voyageurs a été organisée jeudi par les services de la gendarmerie nationale de Djelfa au niveau de l'axe de la route nationale 1 (RN1) traversant la wilaya.

La campagne s'est déroulée au niveau du barrage de contrôle du lieu dit "Skiia", à 70 km au nord de Djelfa, où des brochures informatives et des conseils de sécurité routière ont été fournis aux usagers de cette voie, notamment les conducteurs de poids lourds et de transport en

commun des voyageurs, a constaté sur place l'APS.

L'opération de sensibilisation, supervisée par le chef de la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de la daïra de Hassi Bahbah, le commandant Ould Saâdi Kamel, a été fort bien accueillie par les usagers de la route, qui ont été réceptifs aux conseils et orientations des éléments de la Gendarmerie nationale, notamment concernant le respect du code de la route et de la signalisation routière. "Cette campagne s'inscrit dans le cadre du plan d'action du Commandement visant à intensifier la prévention et la

sensibilisation pour réduire les accidents de la route", a indiqué à l'APS le commandant de la brigade de la gendarmerie nationale de la wilaya, expliquant par là l'importance de ce type d'initiatives ciblant essentiellement les conducteurs de poids lourds, de transport en commun et de motos", a-t-il assuré, tout en soulignant les "mises en garde et conseils qui leur ont été signifiés contre, notamment, le danger des infractions à certaines règles de sécurisation du poids autorisé et de respect des feux de signalisation (arrêt et autres) et les moyens de les prévenir et ce, dans un souci de sauvegar-

der les vies humaines".

Considéré comme étant le trait d'union entre le Nord et le Sud du pays, l'axe de la RN1 qui traverse la wilaya de Djelfa sur 180 km est le théâtre d'un trafic intense, du notamment au dédoublement de la route qui a fait de lui (axe) un acquis d'importance pour la région durant ces dernières années. Plus encore, le dédoublement de cet axe routier, a-t-on précisé, est à l'origine d'une réduction considérable des accidents meurtriers de la route qui ont fauché de nombreuses vies dans le passé.

K. L.

Parc animalier Bordj Blida de Jijel
Plus de 15.000 visiteurs chaque jour depuis le début de l'été

Le parc animalier Bordj Blida situé dans la région d'Al Aouana (wilaya de Jijel) accueille quotidiennement entre 15.000 et 20.000 visiteurs entre estivants et touristes en quête de distraction, a-t-on appris jeudi de la gérante de cette infrastructure, Mme. Naima Bouhissa.

Implanté dans une nature luxuriante et offrant une vue imprenable sur la mer, le parc qui dispose d'espèces animales rares sauvages et domestiques, constitue la grande attraction des vacanciers de tout âge, notamment les après midi, a souligné la même responsable.

La gestion de ce parc, ouvert en 2006 comme une annexe du parc El Wiam El Madani de Ben Aknoun (Alger), a été confiée à la wilaya de Jijel depuis 2018 à travers l'établissement public de gestion des espaces verts, de loisirs et d'éclairage public, a-t-on relevé.

S'étendant sur une surface de 24 ha entre espaces exploités et boisés, ce parc constitue une bouffée d'oxygène pour les familles car offrant des endroits de distraction et de repos avec, comme point fort, une multitude d'espèces animales rares suscitant la curiosité des visiteurs.

Selon le médecin vétérinaire des lieux, Yousra Gmiha, le parc animalier de Bordj Blida dispose de 226 animaux dont des espèces rares. L'éléphant, le lynx, le léopard, l'ours ou encore le zèbre sont "les stars" de ce parc, a-t-elle dit.

La praticienne a également relevé l'importance de respecter les consignes données aux visiteurs, notamment celles de s'abstenir de nourrir ces animaux car, leur régime alimentaire est bien précis.

Dans sa quête de diversifier son patrimoine animalier, le parc Bordj Blida s'efforce de conclure des conventions avec les différents parcs dans le cadre d'échange pour sa dotation en nouvelles espèces animales, a-t-on souligné relevant qu'une girafe sera "prochainement" pensionnaire du parc de Jijel. H. L.

Europe

Flambée de rougeole dans quatre pays

L'Europe connaît une flambée des cas de rougeole et cette maladie y ressurgit dans quatre pays, dont le Royaume-Uni, où elle était considérée comme éliminée, s'inquiète jeudi l'OMS, appelant à intensifier la vaccination.

L'Organisation mondiale de la santé fait état de 89.994 cas de rougeole dans 48 pays européens au premier semestre 2019, plus du double par rapport à la même période de l'an dernier (44.175) et d'ores et déjà davantage que pour toute l'année 2018 (84.462).

"La reprise de la transmission de la rougeole est un problème préoccupant.

Si l'on ne parvient pas à établir et à maintenir une couverture vaccinale élevée dans chaque communauté, les enfants et les adultes connaîtront des souffrances inutiles, et certains seront voués à une mort tragique", a prévenu Günter Pfaff, le président de la Commission régionale de vérification de l'élimination de la rougeole et de la rubéole.

Sur la foi des chiffres de 2018, la maladie n'est plus jugée "éliminée" au Royaume-Uni, en Grèce, en République tchèque et en Albanie.

Pour l'OMS, le statut d'"élimination" correspond à l'absence de transmission continue pendant 12 mois dans une zone géographique particulière.

Au Royaume-Uni, 953 cas ont été signalés en 2018 (489 depuis le 1^{er} janvier 2019), tandis que 2.193 ont été répertoriés en Grèce (28), 1.466 en Albanie (475) et 217 en République tchèque (569).

"Chacun de ces pays est un exemple de couverture vaccinale nationale extrêmement élevée. Il ne s'agit donc pas d'exemples de pays dont les systèmes (de santé) sont particulièrement faibles", a relevé Kate O'Brien, la directrice du département Vaccination à l'OMS.

"Je pense que c'est une sonnette d'alarme pour le monde entier : il ne suffit pas de parvenir à une couverture nationale élevée, il faut le faire dans chaque communauté et dans chaque famille", a-t-elle ajouté.

Extrêmement contagieuse et pouvant entraîner de graves complications, parfois mortelle (37 cas en Europe au premier semestre et 74 en 2018), la rougeole se transmet habituellement par contact direct ou par l'air, infectant les voies respiratoires, puis se propageant à tout l'organisme. En

Europe, la majeure partie des personnes touchées ont moins de 19 ans (60% des cas).

Au premier semestre 2019, 78% des cas y ont été enregistrés dans quatre foyers de contagion : Kazakhstan, Géorgie, Russie et Ukraine, qui à elle seule concentre 60% des cas.

La rougeole est déclarée éliminée dans 35 des 53 pays que comprend la région. Ils étaient 37 en 2017. Elle est endémique dans 12 pays, dont la France et l'Allemagne, pays dans lequel la vaccination deviendra obligatoire à partir de mars 2020.

Bons élèves, l'Autriche et la Suisse accèdent au statut d'"élimination" après avoir "démonstré l'interruption de la transmission continue depuis au moins 36 mois".

Il n'existe pas de traitement curatif de la rougeole, mais elle peut être évitée par deux doses d'un vaccin, selon l'OMS, qui évalue à plus de 20 millions le nombre des décès empêchés dans le monde entre 2000 et 2016 grâce à la vaccination.

A l'échelle de la planète, la quantité des cas signalés a été multipliée par trois entre

la période allant du 1^{er} janvier au 31 juillet 2018 (129.239) et les sept premiers mois de cette année (364.808). Les cas les plus nombreux ont été enregistrés en République démocratique du Congo, à Madagascar et en Ukraine. Les Etats-Unis ont quant à eux recensé leur plus grand nombre de cas de rougeole en 25 ans.

L'OMS estime par ailleurs que moins d'un cas sur dix est signalé dans le monde, ce qui signifie que l'ampleur de l'épidémie est bien plus importante que les statistiques officielles.

L'agence spécialisée de l'ONU considère ainsi qu'en réalité il y a environ 6,7 millions de décès chaque année liés à la rougeole, a expliqué Mme O'Brien.

Cette maladie ressurgit un peu partout dans le monde à cause d'un mauvais accès aux soins ou d'une défiance envers les vaccins. Jusqu'en 2016, elle était pourtant en recul.

Dans les pays occidentaux, les "anti-vax" prétendent qu'il existe un lien entre le vaccin contre la rougeole et l'autisme. Plus d'une fois, l'OMS a démenti cette théorie, fondée sur une étude falsifiée.

H. T.

Hôpital de Bordj Menail (Boumerdes)

Mise en service prochain d'un service en chirurgie orthopédique

Un nouveau bloc opératoire spécialisé en chirurgie orthopédique et traumatologie sera mis en service dans les prochains jours au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH) "Colonel Ouamrane" de Bordj Menail (Est de Boumerdes), a-t-on appris jeudi auprès du directeur local de la santé, de la population et de la réforme hospitalière.

L'entrée en service de cette structure est de nature à atténuer la pression sur l'hôpital de Bordj Menail grâce à la prise en charge des malades de la localité, mais aussi de tous ceux des communes environnantes, dont Cap Djinet, Zemmouri, Legata, Naciria, Issers, Chaâbat El Aneur, et Timezrit", a indiqué à l'APS Fateh Haddad, en marge des travaux de l'APW.

Inscrit à la réalisation en 2006, au titre du quinquennal 2005/2010, le projet "a enregistré un grand retard du aux procédures de réévaluation de son coût, notamment", a-t-il ajouté, signalant sa "concrétisation pour une enveloppe de pas moins de 70 millions de da, outre une dotation similaire pour son équipement".

L'établissement, mitoyen à l'ancien bloc opératoire comptant deux salles d'opérations au sein de l'ancien hôpital, a été doté d'un service des urgences (32 lits) avec deux ascenseurs, en plus de quatre salles pour les opérations, la médecine spécialisée et la médecine préventive.

L'EPH de Bordj Menail est doté d'une capacité d'accueil de 262 lits. Il assure plusieurs spécialités médicales, dont un service des urgences médicales et chirurgicales, de chirurgie générale, médecine interne, radiologie, gynécologie-obstétrique, oncologie, pédiatrie, hémodialyse, et un laboratoire central entre autres.

Outre la mise en service attendue du nouveau bloc opératoire en chirurgie orthopédique et traumatologie, le secteur de la santé à Boumerdes a enregistré, dernièrement, l'entrée en exploitation de la polyclinique des "Frères Dhrif" à la nouvelle ville de Dellys (Est de Boumerdes).

La réalisation de la polyclinique a coûté pas moins de 195 millions de DA et elle est considérée comme étant la plus grande structure du genre à l'échelle de la wilaya et assure ses prestations à une population de plus de 10.000 âmes, à travers les communes de Dellys, Afir et Ben Choud.

La structure assure, outre un service des urgences (avec six lits), de nombreuses spécialités médicales, dont la médecine générale, la radiologie, la radio panoramique dentai-



re, la médecine préventive, la vaccination, la protection de la mère et de l'enfant, la pédiatrie, le dépistage précoce du cancer du col de l'utérus, et les maladies respiratoires, entre autres.

La wilaya de Boumerdes dispose actuellement de quatre établissements publics de

santé de proximité à Bordj Menail, Boumerdes, Dellys et Khemis El-Khechna, en plus de trois EPH à Bordj Menail (262lits), Dellys(166lits) et Thenia.

Ce dernier établissement comptait 176 lits, avant de faire l'objet de travaux d'extension qui ont relevé sa capacité d'accueil à 296

lits. Le secteur local de la santé compte également 34 polycliniques et salles de soins, 13 cliniques d'accouchement, deux unités de contrôle de la tuberculose et des maladies respiratoires et 13 unités médicales d'examen et de suivi.

R. G.

Ghardaïa

Plus de 256.000 quintaux de céréales engrangé

Une production céréalière "sous pivot" de plus de 256.475 quintaux (QX) a été réalisée dans la wilaya de Ghardaïa, dépassant largement les prévisions établies pour l'actuelle saison agricole 2018/2019, a-t-on appris jeudi des responsables de la direction des Services agricoles (DSA).

Cette récolte jugée "record", qui a été enregistrée au terme de la campagne moisson battage sur une superficie de 6.914 hectares, a donné un rendement moyen de 39 QX à l'hectare pour le blé dur et 26 QX/ha pour l'orge au niveau de la majorité des surfaces céréalières de la région, circonscrites notamment dans la wilaya déléguée d'El Meneaa (270 km au sud de Ghardaïa), a indiqué l'ingénieur en chef chargé des statistiques à la direction du secteur.

Près de 85% de ces graminées (235.000 Qx de Blé dur et 21.475 Qx d'orge) engrangées ont été livrées à la Coopérative céréalière et légumes secs (CCLS) de Laghouat, qui a mobilisée les moyens nécessaires pour la réussite de la campagne de moisson battage qui s'est achevée au début de ce mois d'août, a pré-

cisé M. Khaled Djebrit.

La surface sous pivot consacrée à la production céréalière dans cette wilaya a connu une courbe ascendante, estimée à plus de 400% depuis 2009, passant de 1.150 hectares en 2009 à 6.914 hectares en 2019 avec un rendement performant qui a atteint un pic de 63 QX/ha de Blé dur et 45 QX/ha d'orge dans la localité de Hassi El Garaa, a fait savoir le responsable.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce rendement de la production céréalière dont "les séries de rencontres de vulgarisation organisées par les services de la DSA sur la céréaliculture saharienne et l'itinéraire technique basé sur les respects des étapes notamment la date des semis et l'utilisation des engrais", a-t-il souligné.

"Ce résultat témoigne aussi de la percée et l'étendue des progrès techniques généralisés au niveau des exploitations agricoles céréalières sous pivot avec l'introduction de la mécanisation, l'utilisation des intrants agricoles et leur disponibilité ainsi que l'introduction de techniques et de technologies avancées d'irrigation et la protection sanitaire des périmètres agricoles", a ajouté M. Djebrit.

A cela s'ajoute également l'utilisation de la semence locale sélectionnée ainsi que les mesures incitatives prises par les pouvoirs publics pour les cultures stratégiques, notamment les céréales qui ont permis l'amélioration de la productivité céréalière dans la région.

La wilaya de Ghardaïa a consacré quelque 6.914 hectares sous pivots de la Surface Agricole Utile (SAU) à la céréaliculture durant cette campagne 2018/2019, 6.060 hectares de terres arables ont été consacrés au blé dur, 854 hectares pour l'orge. Les efforts déployés par les agriculteurs et les professionnels du secteur ainsi que l'engagement permanent et constant des services de la DSA ont permis de réaliser une bonne campagne agricole malgré les spécificités climatiques de la région.

Les programmes de mise en valeur dans le cadre des concessions agricoles, qui repose sur l'irrigation de la céréaliculture à partir de forages et pivots, se poursuivent dans la région de Ghardaïa, et plus précisément dans la wilaya déléguée d'El Meneaa, une région riche en potentiel hydrique.

K. T.

Oum El Bouaghi Deux nouveaux groupes scolaires pour la prochaine rentrée scolaire

Le secteur de l'Education nationale dans la wilaya d'Oum El Bouaghi sera renforcé à la rentrée scolaire 2019-2020 par deux (2) nouveaux groupes scolaires, a-t-on appris jeudi du chargé de communication auprès de la direction de l'Education, Achour Demane Debih.

Ces nouveaux groupes scolaires d'une capacité de 6 classes chacun, ont été réalisés dans les communes de Hanchir Toumagnhi et Behir Chergui, a précisé la même source à l'APS.

La mise en service de ces deux nouvelles infrastructures scolaires portera le nombre des écoles primaires de la wilaya à 374 établissements pour environ 91.500 élèves encadrés par 4.683 enseignants et staff et administratif.

La même source a souligné que les travaux sont en cours pour réaliser deux groupes scolaires à la commune d'Ain Fakroune, deux autres établissements similaires au chef lieu de wilaya ainsi que deux groupes scolaires à Souk Naâmane et un autre à Ain Beida.

H. F.

CONFLITS

Yémen

Les troupes du CTS reprennent Aden, le gouvernement accuse les Emirats

Le gouvernement au Yémen a accusé, jeudi, les Emirats arabes unis d'avoir mené des frappes aériennes contre ses forces dans la capitale provisoire, Aden, en soutien aux troupes séparatistes du Conseil de transition du Sud (CTS) qui affirment avoir repris le contrôle de cette ville du sud du pays, ont rapporté des médias locaux.



Le gouvernement condamne les bombardements aériens des Emirats contre ses troupes à Aden et Zinjibar", a déclaré sur Twitter Mohammed al-Hadhrami, vice-ministre yéménite des Affaires étrangères, faisant état d'un nombre indéterminé de morts et de blessés dans ces bombardements.

M. Hadhrami a appelé l'Arabie saoudite, qui conduit la coalition soutenant son gouvernement, à "mettre fin à cette escalade illégale".

Des habitants d'Aden ont affirmé avoir entendu des bruits de raids aériens mercredi lorsque les forces du gouvernement entraient dans la ville, selon des médias locaux.

En à peine 24 heures, la cité portuaire d'Aden a encore

changé de main dans un combat meurtrier opposant les troupes séparatistes sudistes aux forces gouvernementales du président Abd Rabbo Mansour Hadi reconnu par la communauté internationale.

Les séparatistes ont dit l'avoir reprise aux forces gouvernementales qui la contrôlaient mercredi. La ville avait été conquise une première fois le 10 août par les séparatistes après des combats meurtriers.

Aden est devenue la "capitale provisoire" du gouvernement Hadi après que les Houthis ont pris la capitale Sanaa située dans le nord de ce pays de la péninsule arabique.

Le conflit entre le gouvernement et les troupes séparatistes risque de mettre en péril la cohésion de la coalition militaire au Yémen, notamment

entre les deux piliers, l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis.

Alors que Riyadh soutient le gouvernement Hadi, les Emirats sont accusés d'avoir appuyé les séparatistes réunis au sein du Conseil de transition du sud (STC) qui réclame l'indépendance du Sud.

Selon le porte-parole du STC, Haitham Nezar, les troupes séparatistes "contrôlent complètement la ville d'Aden et ses entrées".

Les forces gouvernementales "se sont retirées" vers la province voisine d'Abyane, a précisé une source de sécurité du gouvernement.

Washington appelle au dialogue

Des responsables des services de sécurité ont affirmé que les troupes séparatistes ont pourchassé les forces

gouvernementales jusqu'à Zinjibar, capitale de la province voisine d'Abyane située à une centaine de km à l'est d'Aden, où des combats opposent les deux camps.

Dans un communiqué, l'ONG, Médecins sans frontières (MSF) a annoncé que l'hôpital qu'elle gère à Aden avait admis mercredi en quelques heures 51 blessés, dont dix ont succombé.

Les séparatistes ont fait venir des renforts et semblent déterminés à reprendre le contrôle des secteurs aux mains du pouvoir dans le Sud.

Cette partie du Yémen était un Etat indépendant jusqu'à l'unification du Sud et du Nord du Yémen en 1990.

Selon Haitham Nezar, les troupes séparatistes envisagent une offensive sur les provinces d'Abyane et Chabwa, actuellement aux mains du gouvernement.

Dans ce contexte, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a appelé à un règlement négocié avec les séparatistes lors d'une rencontre avec le prince Khaled ben Salmane, frère du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane.

"Le dialogue représente la seule façon de parvenir à un Yémen stable, unifié et prospère", selon le département d'Etat.

La rencontre a eu lieu après que le Wall Street Journal a indiqué que l'administration de Donald Trump s'appropriait à entamer des pourparlers directs avec les Houthis pour tenter de mettre fin au conflit.

Depuis 2014, le conflit yéménite a fait des dizaines de milliers de morts dont de nombreux civils d'après des ONG, et plongé le pays dans la pire crise humanitaire au monde selon l'ONU.

Reda A.

Conseil de sécurité

L'ONU met en garde contre un nouveau conflit israélo-libanais

Le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé jeudi pour un an la mission de ses quelque 10.000 Casques bleus au Liban (Finul), en mettant en garde contre la récurrence d'un nouveau conflit israélo-libanais.

Un projet de résolution, rédigé par la France, a été adopté à l'unanimité. Dans ce texte, le Conseil de sécurité avertit que "les violations de la cessation des hostilités pourraient mener à un nouveau conflit qu'aucune des parties ou la région ne peut se permettre". Il "condamne toutes les violations de la Ligne bleue" qui sépare le Liban et Israël, "aériennes et au sol et appelle fermement toutes les parties à respecter la cessation des hostilités".

Mercredi, l'armée libanaise a tiré contre un drone israélien dans le sud du Liban. Dimanche, une attaque avait été menée par un drone armé dans la banlieue sud de Beyrouth, attribuée à Israël par l'Etat et le Hezbollah libanais. Elle a été qualifiée de "déclaration de guerre" par le président libanais Michel Aoun.

Dans sa résolution, le Conseil de sécurité exhorte "toutes les parties à ne ménager aucun effort" pour maintenir la paix, "à faire preuve d'un maximum de calme et de retenue et à s'abstenir de toute action ou rhétorique de nature à compromettre la cessation des hostilités ou à déstabiliser la région".

Sur l'insistance des Etats-Unis, selon des diplomates, le Conseil de sécurité demande dans sa résolution au secrétaire général de l'ONU d'effectuer avant le 1er juin 2020 "une évaluation" de la mission de la Finul et de ses effectifs.

Washington n'a cependant pas réussi à faire baisser à 9.000 le nombre maximum des Casques bleus autorisés à être déployés, d'environ 15.000 depuis le dernier conflit israélo-libanais de 2006.

Le texte adopté réclame aussi, à la demande de Washington, que la Finul ait un plein "accès à la Ligne bleue". A ce jour, les Casques bleus n'ont toujours pas obtenu de pouvoir se rendre dans certains endroits situés au nord de la Ligne bleue.

O. L.

Iran

Zarif appelle Washington à revenir dans l'accord nucléaire

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a affirmé jeudi que si les Etats-Unis souhaitent le dialogue avec l'Iran, ils doivent revenir dans l'accord de 2015 sur le

nucléaire iranien et supprimer leurs sanctions à l'égard de la République islamique, ont rapporté des médias locaux.

"Les Etats-Unis sont engagés dans une guerre économique contre le peuple iranien et il ne sera pas possible pour nous de dialoguer avec les Etats-Unis à moins qu'ils ne cessent d'imposer une guerre et un terrorisme économique contre le peuple iranien", a déclaré M. Zarif aux journalistes jeudi à Kuala Lumpur, capitale malaisienne, ont ajouté les mêmes sources.

"S'ils souhaitent revenir dans la salle (des négociations), il y a un ticket qu'ils doivent acheter et ce ticket consiste à respecter l'accord (sur le nucléaire)", a-t-il souligné.

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, s'était retiré en mai 2018 unilatéralement de l'accord sur le nucléaire et avait réinstauré des sanctions à l'encontre de Téhéran.

L'administration américaine a demandé une reprise des discussions sur le programme nucléaire et balistique de l'Iran ainsi que sur l'influence de ce pays dans la région, exigence qui a été rejetée par Téhéran.

Auparavant, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araqchi, a écarté, pour sa part, toute possibilité de négociations entre son pays et les Etats-Unis tant que ces derniers n'auront pas réintégré le Plan d'action global commun (PAGC), a indiqué la chaîne d'information iranienne Press TV.

L. G.

Afghanistan

Washington va maintenir 8.600 soldats après un accord avec les talibans

Le président américain, Donald Trump, a annoncé, jeudi, que les Etats-Unis vont maintenir 8.600 soldats en Afghanistan une fois que l'accord actuellement négocié avec les talibans pour tenter de mettre fin à 18 ans de guerre sera signé, ont rapporté des médias locaux.

"On va réduire nos effectifs à 8.600 et ensuite on verra à partir de là", a déclaré le président américain lors d'une interview sur la radio de Fox News.

"Nous allons toujours avoir une présence" en Afghanistan, a précisé également le locataire de la Maison-Blanche.

Entre 13.000 et 14.000 militaires amé-

ricains sont actuellement déployés dans ce pays où les Etats-Unis sont intervenus en 2001 sous prétexte de traquer le réseau terroriste Al-Qaïda, accusé d'être responsable des attentats du 11-Septembre et de déloger les talibans du pouvoir.

Le président américain s'est engagé, en outre, à tourner la page de ce conflit "sans fin". Les Etats-Unis ont mené depuis un an des négociations directes avec les talibans, qui sont entrés dans leur dernière ligne droite à Doha, au Qatar.

Au cœur de l'accord négocié, un retrait militaire plus ou moins important des

Américains, avec un calendrier, en échange de l'engagement des talibans à faire en sorte que les territoires qu'ils contrôlent ne soient plus utilisés par Al-Qaïda ou d'autres groupes "terroristes".

Des négociations de paix interafghanes doivent aussi s'ouvrir dans la foulée d'un éventuel accord entre Washington et les talibans.

Le président américain a insisté sur le fait que le retrait ne serait pas total, avec le maintien d'une force capable de fournir "des renseignements de haut niveau". "Il faut maintenir une présence", a-t-il souligné.

L. K.



RDC

Inquiétude autour du pillage d'un bois menacé d'extinction

Un évêque congolais a dénoncé un "désastre écologique" dans le sud-est de la République démocratique du Congo qui menace une essence de bois menacé d'extinction à la frontière avec la Zambie.



"A lors que le monde entier s'offusque des ravages du feu en Amazonie, près de nous un désastre écologique est en cours au cœur de la forêt des Miombo dans le Haut-Katanga (où) d'intenses activités anarchiques s'observent autour du *Pterocarpus chrysothrix*, appelé localement «mukula», écrit Mgr Fulgence Muteba, évêque de Kilwa-Kasenga dans la province du Haut-Katanga, dans un communiqué parvenu jeudi à l'AFP.

Cet arbre, également nommé "bois rouge" en RDC, est une variété de padouk, bois très dense prisé pour la construction et l'ébéniste-

rie. Il est menacé d'extinction en Zambie voisine, d'après des défenseurs de l'environnement.

"Les exploitants de cette précieuse ressource naturelle, derrière lesquels se cachent des sujets chinois et des proches du pouvoir, sont de retour sur le terrain depuis quelques semaines", note le prélat.

Selon Mgr Muteba, les exploitants forestiers ramassent des grumes abandonnées il y a quelques temps pour "les destiner au marché chinois". "Ce ramassage n'exclut pas partout de nouvelles coupes", assure-t-il. Cette façon de faire "augure le début d'une nouvelle activité de prédation écologique" qui

touche la partie orientale du parc de Kundelungu, une aire protégée, estime l'évêque de Kilwa-Kasenga.

Ce trafic du bois est un "pillage" qui "ne prend nullement en compte la dégradation de la biodiversité".

Depuis 2016, Mgr Muteba dénonce des actes d'exploitation illégale du bois rouge commise par des Chinois dans la province du Haut-Katanga. Cette année-là, le prélat avait alors lancé un appel aux autorités congolaises à prendre des "mesures efficaces" pour "arrêter la spoliation de ce patrimoine, protéger ce bois précieux et sauvegarder l'écosystème en vue du bien commun et de

l'équilibre climatique".

En octobre 2018, il avait invité les autorités à organiser le ramassage d'une importante quantité de bois rouge abandonné par des "exploitants artisanaux".

Selon l'ONG de protection de l'environnement Greenpeace "3.395 feux" touchant surtout la savane ont été documentés en RDC depuis le 21 août.

AFP

Centrafrique 60% de la population dépend de l'aide humanitaire, selon le CICR

La population de la République centrafricaine (RCA) qui dépend de l'aide humanitaire représente un taux de 60%, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

En matière de ratio de la population dépendante de l'aide humanitaire et la population totale, "la RCA se situe au troisième rang mondial après le Yémen et la Syrie", a fait savoir dans des déclarations à la presse la

cheffe de la délégation du CICR en RCA, Valérie Petitpierre.

Elle a déploré que "les infractions contre les civils se produisent au quotidien en RCA", en se félicitant, toutefois, de "la baisse d'affrontement entre les groupes armés rivaux suite à la signature de l'accord de paix du 6 février dernier entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés".

T. L.

Ouganda Un nouveau cas d'Ebola recensé

Un nouveau cas d'Ebola, une fillette congolaise de 9 ans, qui était arrivée mercredi en provenance de République démocratique du Congo (RDC), a été recensé dans le district de Kasese, dans le sud-ouest de l'Ouganda, a annoncé jeudi le ministère ougandais de la Santé.

L'enfant a été "confirmée positive à Ebola" jeudi, a indiqué le ministère dans un communiqué.

A son passage au contrôle sanitaire à la frontière entre les deux pays, elle avait montré des symptômes similaires à ceux d'Ebola, ce qui avait incité les autorités à la tester, et elle n'est donc entrée en contact avec personne sur le territoire ougandais, a souligné le ministère.

K. O.

Gambie

Funérailles nationales du premier président Sir Dawda Jawara

Les Gambiens rendaient hommage jeudi au premier président de la Gambie indépendante, Sir Dawda Jawara, décédé mardi à l'âge de 95 ans, lors de funérailles d'Etat à l'Assemblée nationale dans la capitale Banjul.

La cérémonie en hommage à l'ancien président a débuté jeudi après-midi à l'Assemblée nationale où son corps a été emmené par des officiers de l'armée, en présence de nombreuses personnalités et de membres de sa famille.

Lors de cette cérémonie, plusieurs personnes se sont recueillies devant son cercueil recouvert du drapeau gambien.

L'actuel président gambien Adama Barrow a décrété une semaine de deuil national du 27 août au 2 septembre.

M. Barrow doit prononcer un discours

aux funérailles, avant l'inhumation prévue vers 18H00 GMT dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, selon le programme officiel.

Sir Dawda Jawara, président de Gambie de 1965 à 1994, est décédé mardi dans sa résidence de Fajara, à 13 km de Banjul.

Né en 1924 dans une famille mandingue musulmane, à Barajally (centre) où son père était commerçant, ce vétérinaire formé au Ghana, puis en Ecosse, était entré en politique en 1960 en devenant le leader du Parti progressiste du Peuple (PPP).

Sa carrière gouvernementale, commencée avec le portefeuille de ministre de l'Education en 1960, lui avait permis de devenir Premier ministre en 1962.

C'est à ce poste qu'il négocia et proclama en 1965 l'indépendance de la Gambie,

colonie britannique depuis 1888.

Il avait toujours œuvré pour préserver cette indépendance en refusant l'intégration au pays voisin, le Sénégal, en restant jusqu'en 1970 sous la tutelle de la Couronne britannique qui l'anoblira.

Il ne devait mettre fin à cette tutelle qu'en 1970, lorsque la Gambie est devenue une république. Sir Dawda a ensuite été élu régulièrement, tous les cinq ans, avec une nette majorité, d'abord par l'Assemblée nationale, puis au suffrage universel après la réforme constitutionnelle de 1982.

En juillet 1994, il était finalement renversé lors d'un coup d'Etat mené par Yahya Jammeh, qui va rester au pouvoir jusqu'à sa défaite en décembre 2016 face à l'opposant Adama Barrow.

K. O.

Commission électorale en Côte d'Ivoire

Le principal parti d'opposition refuse de siéger

Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), principal mouvement d'opposition, a annoncé jeudi qu'il refusait de siéger à la nouvelle Commission Electorale Indépendante (CEI) censée organiser la présidentielle de 2020.

L'autre grand parti d'opposition, le Front populaire ivoirien (FPI) avait fait de même lundi, et un important groupe d'organisations de la société civile, le GPATE, avait lui aussi fait connaître mercredi son

refus d'y siéger.

Le PDCI, associé à quatre petits partis d'opposition "décide de n'envoyer aucun représentant pour siéger à la Commission Electorale Indépendante", selon un communiqué signé du numéro deux du parti Maurice Kakou Guikahué.

Le PDCI estime "non consensuelle et décriée par tous" la loi électorale adoptée par l'Assemblée nationale le 30 juillet, instituant la nouvelle CEI.

Le PDCI et les partis associés au communiqué "réitèrent leur disponibilité pour des discussions inclusives, afin d'aboutir à un organe électoral impartial et crédible, pour des élections justes et véritablement démocratiques", selon le communiqué.

A la suite d'un arrêt en 2016 de la Cour africaine des droits de l'homme jugeant l'ancienne CEI ivoirienne "déséquilibrée" et non-indépendante, le gouvernement ivoirien a lancé un processus de

réforme au début de l'année.

La nouvelle CEI doit comprendre 15 membres, contre 17 auparavant : un représentant du président de la République, un du ministre de l'Intérieur, six de la société civile, six des partis politiques - équitablement répartis entre le pouvoir et l'opposition -, et un représentant du Conseil supérieur de la magistrature.

La société civile et l'opposition militent pour une "CEI équilibrée" de 15 représentants équitablement

repartis : cinq pour l'opposition, cinq pour la mouvance présidentielle et cinq pour la société civile.

La crédibilité de la CEI est jugée cruciale en vue de l'élection présidentielle de 2020 qui s'annonce tendue, dix ans après la crise post-électorale ivoirienne, qui s'était soldée par plus de 3.000 morts après le refus du président Laurent Gbagbo d'admettre sa défaite face à l'actuel chef d'Etat, Alassane Ouattara.

AFP

Hong Kong

Coup de filet dans le camp pro-démocratie avant un week-end tendu

Plusieurs figures du mouvement pro-démocratie hongkongais, dont Joshua Wong, ont été arrêtées vendredi, un coup de filet dénoncé par des associations comme une tentative chinoise de museler l'opposition après l'interdiction d'une nouvelle grande manifestation samedi.

La région semi-autonome traverse depuis près de trois mois sa pire crise depuis sa rétrocession à la Chine en 1997, avec des manifestations et des actions quasi quotidiennes qui ont parfois dégénéré.

Un nouveau rassemblement massif était prévu aujourd'hui pour le cinquième anniversaire du refus par Pékin d'organiser des élections au suffrage universel dans la ville, décision qui fut le déclencheur du "Mouvement des parapluies" de 2014 marqué par 79 jours d'occupation du cœur financier et politique de Hong Kong.

Mais après la confirmation de l'interdiction de ce rassemblement, les organisateurs ont retiré vendredi leur appel à manifester pour ne pas jeter d'huile sur le feu. D'autres initiatives seraient toutefois en préparation.

Deux des grandes figures du "Mouvement des parapluies", Joshua Wong et Agnes Chow, âgés de 22 ans et très populaires au sein de la contestation actuelle, ont été arrêtées vendredi à l'aube, notamment pour "incitation à participer à un rassemblement non autorisé".

"Terreur blanche"

Les deux devaient être présentés dans l'après-midi à un tribunal.

Quelques heures plus tôt, un autre militant, Andy Chan, avait été arrêté à l'aéroport.

M. Chan est le fondateur du Parti national (HKNP), minuscule formation indépendantiste qui avait été interdite par les autorités en 2018. Evoquer l'indépendance de l'ex-colonie britannique est un tabou absolu pour le gouvernement central chinois.

Ces arrestations illustrent la "propagation de la "Terreur blanche" à l'égard des mani-



festants hongkongais", a déclaré Issac Cheng du parti Demosisto co-fondé par Joshua Wong.

Plus de 850 personnes ont été interpellées depuis le début de la contestation née du rejet d'un projet de loi qui devait autoriser les extraditions vers la Chine.

Le mouvement a depuis considérablement élargi ses revendications, qui renvoient toutes à la dénonciation d'un recul des libertés et de de l'ingérence grandissante de la Chine dans les affaires de la région semi-autonome, en violation du principe "Un pays, Deux systèmes" qui avait présidé à la rétrocession.

"Ridicule"

Un quatrième manifestant pro-démocratie, Rick Hui, un conseiller du quartier populaire de Sha Tin, a également été arrêté vendredi, selon sa page Facebook, qui ne précise pas les raisons de cette interpellation.

Amnesty International a fustigé "ce coup de filet ridicule à l'aube" et condamné les arrestations de M. Wong et Mme Chow, qui sont "de scandaleuses attaques contre liberté d'expression et de réunion" et des "tactiques visant à semer la peur tout droit sor-

ties des manuels chinois".

L'exécutif hongkongais peine à répondre à un mouvement inédit qui se caractérise aussi par une créativité sans précédent. C'est en invoquant des raisons de sécurité que la police a décidé d'interdire la manifestation de samedi, mesure radicale qui pourrait au contraire déclencher de nouveaux heurts avec des militants radicaux prêts à en découdre.

Le paradoxe est que la manifestation de samedi était convoquée par le Front civil des droits de l'homme (FCDH), une organisation non violente qui a été à l'origine des plus grands rassemblements de ces derniers mois. En particulier celui du 18 août qui avait réuni 1,7 million de personnes selon les organisateurs, sans aucun débordement.

Dans une lettre au FCDH, la police dit redouter que certains participants commettent des "violences" ou des "actes de destruction".

Match de foot

Le Front ayant été débouté dans son recours contre l'interdiction, une de ses responsables, Bonnie Leung, a dit que le FCDH n'avait "pas d'autre option que d'an-

nuler la manifestation demain".

Mais d'autres initiatives s'apprêtent à voir le jour pour remplacer la manifestation, certains militants pro-démocratie proposant un match de football, une sortie shopping de masse ou encore un rassemblement religieux impromptu...

Il est probable que l'appel à la mesure du FCDH ne soit pas entendu par la frange la plus radicale, composée majoritairement d'étudiants très jeunes. Et le risque de nouvelles violences est bien réel.

"La police croit qu'il y a des leaders dans le mouvement et que sa décision d'interdire la manifestation va nous arrêter", confie à l'AFP sous couvert de l'anonymat une manifestante se faisant appeler Kelly.

"Nous sommes nos propres chefs et nous continuerons de sortir. C'est ce que le gouvernement ne comprend pas."

Dimanche, la police avait déployé des canons à eau et même effectué pour la première fois un tir de sommation avec une arme à feu lors d'une manifestation autorisée qui avait dégénéré.

AFP

L'extrême droite espère une première victoire électorale en Allemagne

L'extrême droite allemande pourrait arriver dimanche pour la première fois en tête d'une élection importante en Allemagne, lors de scrutins régionaux dans l'ex-RDA qui se tiennent 30 ans après la chute du Mur.

Et ce scrutin risque d'affaiblir un peu plus la coalition d'Angela Merkel.

Dans le Brandebourg, le Land qui entoure Berlin, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) est donnée en tête avec 21% des intentions de vote, au coude-à-coude avec le parti social-démocrate, qui aujourd'hui tient les manettes au sein d'une coalition de gauche.

En Saxe, l'autre région appelée aux urnes dimanche, l'AfD, créée en 2013, est devancée de peu par les conservateurs de la chancelière dans les enquêtes d'opinion.

Mais avec 25%, contre 29% attendus pour la CDU, dont la Saxe est un bastion, la formation populiste gagnerait plus de 15 points par rapport au dernier scrutin en 2014.

Les élections européennes avaient déjà constitué un coup de semonce pour les partis traditionnels, l'AfD pointant en tête dans ces deux Länder. Un troisième scrutin régional se

tiendra en Thuringe, autre région d'ex-RDA, le 27 octobre.

Risque de paralysie

Les partis établis, en particulier la CDU, ont d'ores et déjà prévenu qu'ils ne formeraient pas de coalition locale avec l'AfD, dirigée qui plus est dans ces régions par des tenants de la mouvance la plus radicale du parti. Ce qui risque, même en cas de succès dans les urnes, de barrer la route du pouvoir au parti.

Mais le paysage politique devrait s'en retrouver un peu plus chamboulé.

Ces Länder, qui disposent d'importantes prérogatives dans le système allemand en matière d'éducation ou de sécurité, pourraient être gouvernés par de larges alliances hétéroclites associant droite et gauche ou même, en Saxe, par une coalition minoritaire de droite.

Et ce au risque de paralyser l'action politique et d'attiser un peu plus les mécontentements.

Comment expliquer, 30 ans après la chute du Mur, l'"humeur sombre" de ces régions, selon les termes de Matthias Platzeck, président de la Commission 30 ans d'unité alleman-

de?

"Effondrement après 1990, crise financière en 2008 et crise des réfugiés en 2015, le tout en une génération", résume-t-il.

Dans des régions où médecins, enseignants et surtout jeunes émigrent chaque année à l'ouest, plus riche, de l'Allemagne, où les salaires restent inférieurs, les Allemands de l'ex-RDA ont "perdu confiance en la justice sociale", résume Thomas Kliche, psychologue politique à l'Université de Magdebourg-Stendal.

La politique d'accueil des réfugiés menée depuis 2015 par Angela Merkel a ainsi heurté une partie de la population qui a eu le sentiment que l'Etat s'occupait davantage des migrants que de leur sort.

"Tempête"

L'AfD a fait son miel de ces peurs et fait campagne contre des partis traditionnels qu'elle assimile à l'ancien parti communiste de RDA, n'hésitant pas à reprendre des slogans entendus par les manifestants de 1989, "Nous sommes le peuple" ou "Achevons le renversement" du régime.

S'il ne s'agit que de scrutins régionaux, ils

auront valeur de test grandeur nature pour la chancelière, à la tête depuis l'an dernier d'une fragile coalition avec les sociaux-démocrates du SPD et qui a déjà annoncé qu'elle quitterait le pouvoir à l'automne 2021.

Les deux élections pourraient provoquer une "tempête" au sein de la coalition, selon le Spiegel.

Mme Merkel, très impopulaire parmi les sympathisants de l'AfD, s'est bien gardée de mener campagne. Elle a préféré laisser le terrain aux barons locaux de son mouvement, qui tentent de récupérer les électeurs partis vers l'extrême droite par un discours très ferme sur les questions de sécurité et migration. Une perte de la Saxe provoquerait un séisme dans le parti d'Angela Merkel.

Le SPD est dans une situation encore pire. Formation sans leader depuis quatre mois et en perte de vue dans les sondages, il risque de perdre le Brandebourg et de faire un score à un seul chiffre en Saxe.

De quoi relancer les débats internes sur l'opportunité de rester membre de la coalition au pouvoir en payant le prix de l'impopularité.

AFP



Amazonie

Bolsonaro minimise la gravité des incendies et s'en prend à la presse

Le président brésilien Jair Bolsonaro a de nouveau minimisé jeudi la gravité des incendies qui sévissent en Amazonie, alors qu'est entrée en vigueur l'interdiction temporaire des brûlis agricoles dans tout le pays.

« Il n'est pas vrai » que la forêt amazonienne soit « en feu », a affirmé M. Bolsonaro en direct sur Facebook, tout en assurant que « les incendies cette année sont inférieurs à la moyenne de ces dernières années ». Il a accusé la presse brésilienne de « nourrir » l'inquiétude internationale à ce sujet.

La déclaration du président intervient alors que jeudi est entrée en vigueur l'interdiction temporaire des brûlis agricoles, annoncée pour freiner la progression des incendies en Amazonie et tenter de démontrer la réactivité du Brésil.

Mais beaucoup doutent de l'efficacité de cette mesure. Par ailleurs, le Brésil a accueilli très fraîchement une idée avancée par le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres d'une réunion sur l'aide à l'Amazonie en marge de la prochaine assemblée générale.

L'entrée en action de l'armée brésilienne le week-end dernier n'a encore pas eu d'effets probants: plus de la moitié des 1.628 nouveaux départs de feu enregistrés en 24 heures par l'Institut national de recherche spatiale (INPE) l'ont été en Amazonie, malgré le déploiement de 18 avions et 3.900 hommes.

Le nombre d'incendies évoluait de manière très inégale dans les neuf Etats amazoniens, avec de fortes hausses mais aussi de nettes baisses. Il n'était pas possible d'attribuer ces dernières à l'intervention de l'armée, qui ne communique pas sur ses opérations, et alors que des pluies ont arrosé certaines régions.

Un premier avion bombardier d'eau financé par l'aide d'urgence de 20 millions de dollars décidée par le G7 a décollé mercredi au Paraguay pour lutter contre les incendies de la forêt amazonienne, en coordination avec le Chili, a annoncé jeudi la présidence française.

D'autres devaient décoller prochainement, notamment vers la Bolivie, pays lui aussi très touché par les feux de forêt.

Dans l'attente d'une réponse de M.

Bolsonaro, qui a créé la confusion sur la volonté de Brasilia d'accepter ou non l'aide du G7, l'envoi d'avions bombardiers d'eau au Brésil n'était pas d'actualité.

La police a arrêté jeudi trois personnes pour avoir incendié plus de 5.000 hectares dans une zone protégée de l'Etat amazonien du Para.

Les impressionnantes images de zones entières de la forêt tropicale dévorées par les flammes ont provoqué l'émotion dans le monde et mis M. Bolsonaro sous pression.

Organisations criminelles

Son décret suspendant pendant deux mois le recours aux brûlis dans tout le Brésil, sauf certaines exceptions, est entré en vigueur jeudi. Les brûlis sont pratiqués le plus souvent pour faire de la place aux cultures agricoles et à l'élevage bovin, gros secteur exportateur du Brésil.

Mais un grand scepticisme prévalait quant à l'efficacité de cette mesure.

« Il est difficile de croire que cela aura le moindre impact sur le terrain », a dit à l'AFP Rodrigo Junqueira, agronome et porte-parole de l'Institut socio-environnemental. « Celui qui brûle (la forêt) sans permis ne va pas respecter » un décret.

Pour Daniel Azevedo Lobo, procureur à Rondônia, Etat amazonien du nord-ouest du Brésil, « 70% de la déforestation est due aux activités d'organisations criminelles, et non d'individus isolés », et « il faut attaquer le problème à la source ».

« Dans le Rondônia, comme dans toute l'Amazonie, il y a des groupes organisés qui envahissent les terres. Ce sont souvent des coupeurs de bois qui s'accaparent ces terres et débitent les arbres sur place », explique-t-il. « Il manque beaucoup de contrôles à Rondônia ».

Au Japon, le secrétaire général de l'ONU a souhaité « une réunion dédiée à la mobilisation de soutiens » à l'Amazonie en marge de l'Assemblée générale, du

20 au 23 septembre.

« La situation en Amazonie est, clairement, très grave », a déclaré Antonio Guterres. « La communauté internationale doit se mobiliser avec force pour soutenir les pays d'Amazonie afin de mettre fin aux incendies aussi rapidement que possible, et mener ensuite une politique complète de reforestation ».

« Le secrétaire général de l'ONU n'a pas parlé de cette affaire avec le gouvernement brésilien, nous ne sommes pas au courant », a déclaré le ministère des Affaires étrangères, interrogé par l'AFP. « Il serait important que les autorités étrangères connaissent mieux la politique du Brésil en matière d'environnement (...) et qu'elle s'informent (...) de la situation en Amazonie et des mesures prises pour combattre les incendies, avant de proposer de nouvelles initiatives ».

« Acheter la souveraineté brésilienne »

Mercredi, M. Bolsonaro avait alimenté une polémique déjà vive avec le président français Emmanuel Macron en demandant pour la deuxième fois en deux jours que ce dernier « retire ses insultes ». « Nous pourrions nous parler quand il se sera rétracté après ce qu'il a dit contre ma personne ».

M. Macron avait accusé M. Bolsonaro d'avoir « menti » sur ses engagements environnementaux puis estimé que la question de la souveraineté de l'Amazonie, que neuf pays abritent, était ouverte.

La France a été copieusement attaquée par le gouvernement brésilien, et M. Bolsonaro a traité de M. Macron de « colonialiste » avant de s'en prendre à son épouse Brigitte.

Jair Bolsonaro a aussi accusé la France et l'Allemagne « d'être en train d'acheter (la) souveraineté brésilienne » sur l'Amazonie avec l'offre d'aide financière du G7.

AFP

Trump lance un commandement de l'espace face aux menaces de guerre des étoiles

Donald Trump veut être prêt en cas de guerre des étoiles: le président américain a lancé jeudi un commandement militaire de l'espace, qui sera chargé d'assurer la domination des Etats-Unis, menacée par la Chine et la Russie, sur ce nouveau terrain de guerre. « C'est un moment historique, un jour historique, qui reconnaît que l'espace est au centre de la sécurité nationale et de la défense de l'Amérique », a affirmé le président lors d'une cérémonie à Washington.

Ce commandement, baptisé « Spacecom », « s'assurera que la domination américaine dans l'espace ne soit jamais remise en question ou menacée car nous savons que la meilleure façon d'empêcher les conflits, c'est de se préparer à la victoire », a-t-il ajouté.

Pour M. Trump, il s'agit de combattre les ennemis des Etats-Unis qui s'attaquent aux « satellites américains qui sont si importants pour les opérations sur les terrains de guerre et pour notre style de vie ».

Le « Spacecom » devient le 11e commandement militaire du Pentagone, équivalent par exemple au Centcom, chargé des opérations militaires américaines au Moyen-Orient.

Après le Spacecom, M. Trump a confirmé la prochaine création d'une « Force de l'espace » qui deviendra une sixième branche de l'armée américaine, aux côtés de l'armée de Terre, l'US Navy, l'US Air Force, le corps des Marines et celui des garde-côtes.

La « Force » sera formée au sein de l'armée de l'Air, qui supervise depuis les années 50 les opérations militaires dans l'espace.

La mission du Spacecom est multiple: dissuader, défendre, offrir une capacité efficace de combat spatial et former des combattants pour la guerre dans l'espace, selon le Pentagone.

« Rester en tête »

L'objectif est d'assurer sur ce nouveau terrain de combat la suprématie des Etats-Unis, menacée par la Chine et la Russie qui ont développé leurs capacités technologiques.

« Nous sommes les meilleurs du monde dans l'espace aujourd'hui, mais notre niveau de supériorité se réduit. Nous voulons avancer vite et rester en tête », a assuré le général John Raymond, qui dirigera le Spacecom, lors d'un point-presse avant l'annonce officielle.

Les menaces vont du brouillage des communications et des satellites GPS à la frappe d'un missile sol-air contre un satellite « comme l'a fait la Chine en 2007 », a affirmé ce général de l'armée de l'Air.

Le Spacecom travaillera avec les alliés traditionnels de Washington: le groupe des « Five Eyes » qui réunit les services de renseignement américain, néo-zélandais, britannique, canadien et australien, ainsi qu'avec l'Allemagne, le Japon et la France, qui a déjà annoncé la création prochaine d'un commandement dédié à l'espace.

« Historiquement, nous n'avions pas besoin d'alliés dans l'espace, qui était un domaine secondaire. C'est devenu très important aujourd'hui », a-t-il dit.

« L'espace ne sera pas notre talon d'Achille », a renchéri Steve Kitay, ministre adjoint de la Défense chargé des affaires spatiales.

Interrogé sur d'éventuelles recherches sur une vie extra-terrestre, M. Kitay a précisé que « le Spacecom et la Force de l'espace se focaliser(aient) sur la vie sur Terre ».

M. Trump s'était attribué en mars 2018 l'idée de cette Force spatiale mais la Chambre des représentants avait voté un an plus tôt un texte prévoyant la création d'un « Corps de l'Espace ».

Le ministre de la Défense de l'époque, Jim Mattis s'y était opposé publiquement, jugeant une sixième branche militaire trop onéreuse et inutile. La cheffe de l'US Air Force, Heather Wilson, avait également fait part de son opposition à cette idée.

En outre, la future Force de l'espace risque de se heurter à l'opposition du Congrès qui doit approuver son financement, estimé à huit milliards de dollars par la Maison Blanche.

AFP

Colombie

Retour aux armes d'ex-chefs Farc, dont la tête est mise à prix

D'ex-chefs de la guérilla des Farc, qui se sont mis en marge du processus de paix en Colombie, sont réapparus jeudi en treillis et munis de fusils pour annoncer la reprise de la lutte armée, dénonçant "la trahison" par l'Etat du pacte de 2016.

"Nous annonçons au monde qu'a commencé le deuxième Marquetalia (berceau de la rébellion marxiste en 1964, ndr) au nom du droit universel des peuples à se lever en armes face à l'oppression", affirme l'ex-numéro deux des Farc, Ivan Marquez, dans une vidéo de 32 minutes diffusée sur YouTube.

En réaction, la Juridiction spéciale de paix (JEP), chargée de juger les crimes commis pendant la confrontation armée, a donné l'ordre d'arrêter ces anciens chefs rebelles.

L'instance, qui peut décider de peines alternatives à la prison pour ceux qui contribuent à la vérité, dédommagent les victimes et renoncent à la violence, avait enclenché plus tôt dans la journée la procédure qui pourrait aboutir à l'expulsion du processus des ex-guérilleros qui ont annoncé leur retour aux armes.

Le président Ivan Duque, qui a tenté de modifier l'accord de paix selon lui trop laxiste envers les anciens guérilleros, a réagi en annonçant une offensive contre ce qu'il a appelé "une bande de narco-terroristes qui bénéficie de l'appui et de l'hébergement de la dictature de Nicolas Maduro" au Venezuela voisin.

"J'ai ordonné la création d'une unité spéciale afin de poursuivre ces criminels avec des capacités renforcées de renseignement, d'enquête et de mobilité sur tout le territoire colombien", a-t-il ajouté, en promettant 880.000 dollars de récompense pour la capture de chacun des dissidents apparus dans la vidéo.

Ivan Marquez y figure avec d'autres anciens chefs rebelles, également retournés à la clandestinité, dont son bras droit Jesus Santrich. Ils sont entourés de 17 hommes et femmes équipés de fusils, devant le sigle Farc-EP (Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple).



Il y annonce "la poursuite des opérations de guérilla en réponse à la trahison par l'Etat des accords de paix de La Havane" qui ont permis le désarmement de quelque 7.000 combattants des Farc, transformés depuis en parti politique sous le nom de Force alternative révolutionnaire commune.

L'ONU, qui supervise l'application du pacte, a condamné cette annonce, mais souligné que "l'immense majorité des hommes et des femmes" de l'ex-guérilla continuaient d'être "engagés en faveur de la paix".

Préoccupant, pas surprenant

Il s'agit cependant d'un revers pour le processus de paix et pour M. Duque, par ailleurs déterminé à évincer du pouvoir M. Maduro, qui fin juillet avait déclaré qu'Ivan Marquez et Jesus Santrich étaient "bienvenus au Venezuela" voisin.

Le haut commissaire du gouvernement pour la paix, Miguel Ceballos, a jugé l'annonce "très préoccupante" mais pas surprenante: "Malheureusement, ces personnes

avaient, par leur comportement, déjà clairement exprimé qu'elles tournaient le dos à l'accord de paix".

Par la voix d'Elliott Abrams, représentant spécial de la diplomatie américaine pour le Venezuela, les Etats-Unis ont exprimé de leur côté leur "grande inquiétude" au sujet du soutien, selon eux, du "régime vénézuélien" aux groupes armés colombiens.

Un soutien démenti par le président de l'Assemblée constituante et incontournable du système chaviste, Diosdado Cabello, se "désolant profondément" de ce qui se passait en Colombie.

Considéré comme le leader de la ligne dure des Farc, Ivan Marquez était le chef de la délégation des rebelles aux négociations de paix.

Outre Jesus Santrich, recherché pour trafic de drogue présumé, apparaît l'ex-commandant Hernan Dario Velasquez, alias El Paísa.

La vidéo est hébergée sur le portail web farc-ep.info localisé au Venezuela, dans

l'Etat d'Anzoategui (est), selon la base de données de la Corporation d'Internet pour l'assignation des noms et des numéros où il a été enregistré le 12 août 2019, a vérifié l'AFP.

Le chef de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido, reconnu en tant que président par intérim par une cinquantaine de pays, dont la Colombie et les Etats-Unis, a dénoncé l'utilisation par ces ex-chefs des Farc du territoire vénézuélien comme base arrière pour proférer leurs "menaces".

"Soins intensifs"

Ivan Marquez a précisé que le nouveau groupe coordonnerait ses "efforts avec la guérilla de l'ELN".

Dernière guérilla active en Colombie, l'Armée de libération nationale (ELN) s'est renforcée ces dernières années. Uriel, commandant de son Front de guerre occidental, a salué jeudi l'annonce des ex-chefs Farc.

Des pourparlers de paix, entamés avec l'ELN en 2017, ont été enterrés par le gouvernement actuel, à la suite notamment d'un attentat contre l'école de police de Bogota, qui a fait 22 morts en janvier.

Le chef du parti Farc, Rodrigo Londoño, alias Timochenko, a dénoncé un "coup bas", mais estimé que "la grande majorité des gens restent dans le processus" de paix.

Dans le même sens, l'ex-président Santos considère sur Twitter que "90% des Farc restent dans le processus de paix" et appelle à "réprimer les déserteurs".

"Le processus de paix n'est pas mort, mais il est en soins intensifs", a dit à l'AFP Michael Shifter, un expert du centre de recherche Dialogue Inter-américain établi à Washington.

Ivan Marquez a pris ses distances mi-2018, reprochant déjà à l'Etat de ne pas tenir ses engagements, à la suite des démêlés judiciaires de Jesus Santrich, accusé par les Etats-Unis d'être impliqué dans une affaire d'expédition de cocaïne après l'accord.

AFP

Transport La Chine réduit les péages routiers de 91,78 milliards de yuans

La Chine a réduit les péages routiers de 91,78 milliards de yuans (environ 12,91 milliards de dollars) l'an dernier, dans le cadre de ses efforts pour réduire les coûts de logistique et les frais de transport, a indiqué le ministère des Transports.

La réduction des péages est supérieure de 9,61 milliards de yuans par rapport à celle de 2017, soit une progression de 11,7% sur un an, selon le ministère des Transports.

Le kilométrage net des autoroutes chinoises a augmenté de 5.239 km en 2018, tandis que la croissance de la dette des routes à péage en Chine a ralenti l'année dernière, selon des données du ministère.

D. K.

Argentine

Des milliers de manifestants occupent la rue en colère contre le gouvernement

Des milliers de personnes ont pris part à une manifestation organisée mercredi au centre-ville de Buenos Aires pour dénoncer les politiques socio-économiques du gouvernement.

Cette manifestation a été initiée par des organisations sociales locales dans le cadre de la "Journée nationale de lutte" pour réclamer des mesures visant à alléger le fardeau d'une "situation dangereuse caractérisée par des prix élevés, qui exacerbent la faim et la pauvreté".

Les manifestants ont demandé, aussi, à améliorer les conditions de vie, à prendre des mesures économiques en faveur des

groupes vulnérables et à augmenter les salaires et les pensions des retraités, alors que l'inflation ne fait qu'empirer de jour en jour.

Les protestataires ont vilipendé des slogans dénonçant l'accord signé par le gouvernement avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un prêt de plusieurs dizaines de milliards de dollars, en contrepartie de réformes économiques.

L'Argentine croule depuis début 2018 sous une crise économique caractérisée par une dévaluation d'environ 50% de la monnaie locale, peso argentin et une inflation élevée à des niveaux record.

L'Argentine a demandé au FMI un rééchelonnement de sa dette de 57 milliards de dollars, dont les premiers remboursements devaient intervenir en 2021.

Cette demande intervient quelques jours après la visite d'une mission technique du Fonds à Buenos Aires où la crise économique s'est aggravée après le revers électoral du président Mauricio Macri lors des primaires du 11 août.

De son côté, le prix du dollar a encore augmenté la veille à 60 pesos le billet vert, accumulant ainsi une hausse de 5,2% depuis le début de la semaine.

T. K.

Brésil

La population dépasse 210 millions d'habitants

La population brésilienne a atteint en juillet 210,1 millions d'habitants, soit une croissance de 0,79% par rapport à 2018, a déclaré mercredi l'agence de statistiques du pays. Selon l'Institut brésilien de géographie et de statistiques, l'Etat de Roraima

(nord) affiche la plus forte croissance (5,1%) avec 605.700 habitants par rapport à 576.500 en 2018, notamment en raison d'un afflux important d'immigrants vénézuéliens durant cette période.

Parmi les capitales des Etats, Boa Vista dans l'Etat de Roraima

enregistre la plus forte croissance (6,3%). En dépit de cette augmentation, l'Etat de Roraima reste l'Etat le moins peuplé au Brésil. Avec une population de 45,9 millions, Sao Paulo demeure l'Etat le plus peuplé, représentant 21,9% de la population totale du pays.

La région du sud-est reste la plus peuplée du Brésil. Outre Sao Paulo, cette région abrite également les deuxième et troisième Etats les plus peuplés du pays, l'Etat de Minas Gerais avec 21,1 millions d'habitants et l'Etat de Rio de Janeiro qui compte 17,2 millions

d'habitants. Avec une population de 12,2 millions d'habitants, la ville de Sao Paulo, capitale de l'Etat de Sao Paulo, est la métropole la plus peuplée du Brésil, suivie par Rio de Janeiro et la capitale du pays Brasília qui enregistrent chacune 6,7 millions d'habitants.

B. L.

Pour lutter contre la contrefaçon

Bientôt une commission interministérielle pour la protection de l'artisanat

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a annoncé jeudi à Oran, la création prochaine d'une commission interministérielle pour la protection de l'artisanat, notamment par l'élaboration d'une liste de produits de l'artisanat contrefaits.



Annonçant des mesures urgentes pour lutter contre la contrefaçon touchant les produits de l'artisanat algérien et qui nuit à l'économie

nationale et à l'artisanat et le tourisme en général, le ministre a indiqué que cette commission sera représentée par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, le ministère de

l'Intérieur et des Collectivités Locales, ainsi que la direction générale des Douanes.

Le ministre s'exprimait en marge de sa visite d'inspection à une exposition de pro-

duits de l'artisanat organisée au centre de l'artisanat de Haï Sabah (Oran est), durant laquelle les artisans lui ont fait part de leurs préoccupations, notamment concernant le problème des produits algériens contrefaits, ainsi que d'autres problèmes en relation avec les difficultés de commercialisation de leurs produits.

Des exposants ont affirmé au ministre que des produits locaux, notamment dans le domaine de la joaillerie, sont imités et contrefaits dans des pays étrangers, à des prix dérisoires, soutenant que cette situation a été à l'origine de grandes pertes financières pour les artisans et de postes d'emploi.

Le ministre a indiqué que "cette hémorragie touche non seulement l'économie nationale, mais également le patrimoine culturel national".

Il a ajouté qu'il y a "nécessité de changer le système de gestion administrative dans le secteur de l'artisanat, au profit d'une gestion moins bureaucratique et au service de l'artisanat".

Par ailleurs, M. Benmessaoud s'est rendu au chantier du village méditerranéen, le village olympique prévu pour les Jeux Méditerranéens 2021, où il s'est enquis de l'avancement des travaux.

Sur place, les responsables du projet ont indiqué que le taux d'avancement du projet a atteint les 76,63% et sera livré fin 2019.

Le ministre a ensuite inauguré le nouvel aquaparc de Kristel, commune de Gdyl, réalisé dans le cadre d'un investissement privé.

Il a relevé que la saison estivale 2019, notamment à Oran, a été une réussite totale, surtout avec les 2.000 lits supplémentaires dans les structures hôtelières oranaises.

Par ailleurs M. Benmessaoud a procédé à la pose de la première pierre d'un nouveau projet d'établissement hôtelier, non loin de la gare routière El-Bahia d'Oran. Cette structure privée sera livrée en janvier 2021 et sera dotée de 120 chambres, 24 suites, et plusieurs autres commodités.

H. T.

Star ivoirienne du coupé-décalé

Funérailles grandioses pour DJ Arafat

Les fans du chanteur ivoirien DJ Arafat, star du "coupé-décalé" décédée accidentellement le 12 août, ont rendu hier un hommage exceptionnel à Abidjan à celui qui a rythmé leur vie en chansons.

"Nous attendons 100.000 personnes pour les funérailles musicales qui débutent vendredi", a affirmé à l'AFP Kenzo Kouadio, le président du comité d'organisation des funérailles du "Père des Chinois", surnom donné au chanteur tant ses admirateurs étaient nombreux.

DJ Arafat, de son vrai nom Ange Didier Houon, est mort à 33 ans des suites d'un accident de moto à Abidjan. L'annonce de sa mort avait donné lieu à des scènes d'hystérie parmi ses fans.

Genre musical, mais aussi attitude, le coupé-décalé, musique au rythme endiablé utilisant souvent des sons électroniques, est né en 2003 dans les boîtes de nuit ivoiriennes pour se disséminer ensuite dans toute l'Afrique.

Le "Félicia", le stade Félix Houphouët-Boigny, le plus grand du pays avec une capacité de 34.000 places, abritera la cérémonie d'hommage qui a mobilisé les meilleurs promoteurs de spectacles du pays.

"Les animations ont débuté à 10H00 jusqu'au lendemain", après quoi la dépouille de l'artiste, père de cinq enfants, sera enterrée dans la cimetièrre de Williamsville, dans la commune populaire d'Adjamé, a précisé M. Kenzo.

De nombreuses personnalités du monde artistique étaient présentes à cette célébration, selon M. Kenzo, mais la liste des noms n'était pas arrêtée vendredi matin.

Des écrans géants étaient installés dans

des quartiers populaires d'Abidjan dont Yopougon, Koumassi, Abobo, ainsi qu'à Cocody-Angré où résidait DJ Arafat, pour suivre la cérémonie qui a été aussi retransmise en direct par la Radio-Télévision publique ivoirienne.

"Les préparatifs se passent bien. La sécurité sera de mise", a assuré à l'AFP Victor Yapobi, un des responsables de l'organisation.

De nombreux Abidjanais redoutent cependant des dérapages. L'administration publique ivoirienne, des ambassades, des institutions et des entreprises ont alerté leurs employés sur la situation "très volatile" pendant ces deux jours (vendredi et samedi), et vont pour certaines fermer leurs bureaux proches du stade.

Il a révolutionné le coupé-décalé

Le décès du "Daishinkan" (un autre de ses surnoms lié à un héros de BD) a suscité un émoi national : dirigeants politiques, stars de football et artistes de renom se sont succédé pour "saluer son talent".

Né d'un père ingénieur du son réputé et d'une mère chanteuse, le jeune DJ Arafat s'était formé à la musique sur le tas. "Il faisait le tour des studios pour apprendre, il était curieux de tout", raconte Franck Alcide Kacou, directeur label et publishing d'Universal Music Africa (filiale de la multinationale Vivendi), la compagnie qui produisait DJ Arafat depuis 2013.

DJ dans les maquis de la rue Princesse à Yopougon, le grand lieu de la fête à Abidjan, il avait percé avec le titre "Jonathan" en

2003, avant d'enchaîner les tubes pendant 15 ans : "Kpangor" (2005), Djessimidjeka (2012), Maplorly (2015), Dosabado (2018), entre autres.

Arafat a "révolutionné le coupé-décalé, en mélangeant les sons, les rythmes. Il s'est par exemple inspiré de musiques traditionnelles africaines, mais aussi de l'afrobeat nigérian, du rap, du baile funk brésilien. Il était aussi un danseur exceptionnel et a associé à sa musique des concepts de danse nouveaux", explique M. Kacou.

"Il était l'artiste le plus influent de l'Afrique de l'Ouest, avec une communauté de deux millions de fans sur facebook. Il avait une véritable aura", selon M. Kacou. "Il commençait à percer en Europe et en Amérique, à toucher un public au-delà de la diaspora ivoirienne".

Sur son dernier album, "Renaissance", sorti fin décembre 2018, il avait invité des artistes internationaux tels que Maître Gims, Dadju, Davido et Fally Ipupa.

Il était parfois controversé. "C'était une personnalité clivante. Il était très sensible, d'où ses réactions +sans filtre+ et ses clashes avec les autres artistes, qui faisaient partie de sa carrière musicale", raconte M. Kacou. "Mais c'était aussi des coups marketing. Arafat était aussi un génie de la communication, il utilisait très bien les réseaux sociaux".

DJ Arafat avait été désigné "meilleur artiste de l'année" aux Awards du coupé-décalé en 2016 et 2017. Il avait aussi été distingué en 2012 "meilleur artiste africain" au Kora Music Awards, récompenses musicales panafricaines.

AFP

Mostra de Venise

Un Lion d'Or au cinéaste espagnol Pedro Almodovar

La Mostra de Venise a décerné jeudi un Lion d'Or au cinéaste espagnol Pedro Almodovar pour sa carrière. Le directeur du festival de Venise, le critique italien Alberto Barbera, a qualifié le réalisateur du "plus grand et influent" du cinéma espagnol. "Trente ans plus tard, on m'octroie le Lion d'Or pour un film de 1988. C'est un acte de justice poétique", a estimé, tout sourire, Pedro Almodovar, au cours d'une conférence de presse ayant précédé la remise du prix.

Le cinéaste a en effet été récompensé pour son fameux opus "Femmes au bord de la crise de nerfs", qui avait enthousiasmé le public international et le réalisateur Sergio Leone. Il était projeté jeudi dans la grande salle de la Mostra.

"Le lion blessé", comme le surnomme la presse italienne, a reçu son prix avec émotion. Il vient s'ajouter à deux Oscars obtenus pour les mélodrames "Tout sur ma mère" et "Parle avec elle".

K. M.

PAROLES DE FEMMES

« La première condition pour être heureux est de se croire indispensable au bonheur d'un autre ; cela fait accepter la vie. »

Diane Beausacq

FEMMES

ILS ONT DIT :

« Le bonheur, c'est un choix. »

David Sandes

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

Cette promesse qui a tout changé entre Kate Middleton et William



L'histoire d'amour entre Kate Middleton et le prince William n'a pas toujours été un long fleuve tranquille. Il y a douze ans, le couple avait même décidé de se séparer quelques mois, pour finalement raviver la flamme lors d'un voyage inoubliable aux Seychelles où ils se sont faits une jolie promesse sur laquelle est revenue l'écrivaine Marcia Moody dans un livre consacré à la duchesse de Sussex.

Se quitter pour mieux se retrouver... En 2007, après plusieurs années d'une relation ponctuée de hauts et de bas, Kate Middleton et le prince William décident de se séparer le temps de se vider l'esprit et de prendre les bonnes décisions. Pendant cette courte période de réflexion, le duc de Cambridge décide de larguer les amarres, direction la Grèce pour un séjour entre garçons sur un bateau, avec un équipage 100% féminin. Une période sombre pour Kate Middleton, perdue face au comportement indécis de William.

C'est finalement pendant un voyage aux Seychelles que les deux amants réaliseront qu'ils ne peuvent pas vivre l'un sans l'autre. Loin de l'agitation londonienne et des pressions de leur entourage, Kate Middleton et le prince William ont pris le temps de se retrouver à l'abri des regards indiscrets, réservant même une suite au nom de "Martin et Rose Middleton". Une semaine de pur bonheur sur laquelle est revenue l'auteure Marcia Moody dans son livre intitulé "Kate", sorti en 2013.

Face à la tristesse et aux interrogations de Kate, frustrée du protocole royal qu'elle n'était pas certaine de pouvoir assumer, le prince William lui a fait une promesse. "Ils se sont dits que pendant les prochaines années, ils travailleraient et profiteraient de leurs vies au maximum, sachant très bien qu'un jour, quand le timing serait le bon, ils deviendraient mari et femme". La suite, tout le monde la connaît. Après un mariage en grandes pompes et trois enfants, les époux de Cambridge affrontent ensemble toutes les tempêtes, même les plus violentes, en affichant en permanence une unité inébranlable.

Stress et kilos

On se détend !

Ceux qui ont tenté un régime en période de stress le savent, la mission est ardue. Hormonalement, physiologiquement, stress (à un niveau élevé) et minceur ne vont pas ensemble. Les raisons...

En vacances, le corps s'affine souvent par surplus d'activités mais aussi par relaxation. En effet, le stress, vrai moteur quand il est ponctuel, se révèle nocif quand il s'installe.

Le stress donne faim :

Fatigué, préoccupé, on a tendance à chercher le réconfort dans la nourriture...sans y trouver ce qu'on y cherche. On engloutit mais la sensation de satiété n'arrive pas toujours. Le stress provoque un dérèglement hormonal : le corps veut puiser dans les réserves pour affronter les angoisses...pour mieux se remplir à nouveau en anticipation d'un nouveau pic...

Le stress crée des stocks de graisses :

C'est la conséquence du dérèglement évoqué plus tôt. Le corps réclame de la nourriture, non pour un effort immédiat mais en prévision d'une agression à venir. En bref, il joue les hamsters. Par ailleurs, le stress modifie le métabolisme des graisses et les fait davantage circuler dans le sang donc stocker.

Le stress fait prendre du ventre :

Il n'y a pas que la manque d'abdominaux, la ménopause ou la bière qui donnent du bidon. Le stress est également l'ennemi du ventre plat, ciblant l'abdomen comme l'a montré une étude de l'université de Yale comparant des femmes soumises à plus ou

moins de pression.

Le manque de sommeil fait saliver :

En étudiant l'IRM d'hommes et de femmes dormant tantôt 4 heures tantôt 9 heures, des chercheurs américains ont pu mettre en évidence un lien entre sommeil et fringales. Le manque de repos provoque une plus grande activité neuronale face à un stimuli alimentaire.

Comment lutter :

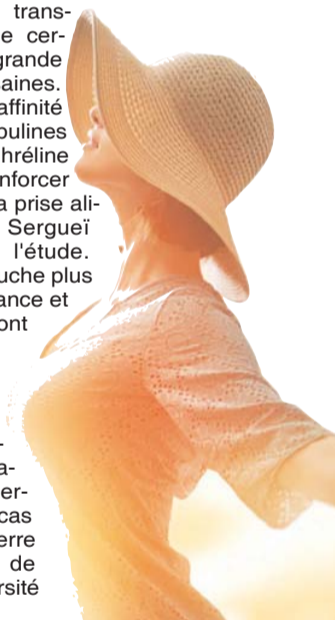
Dormez, prenez votre temps, limitez la "consommation-stress". Cela signifie éviter les stimulants en se limitant à 2 à 3 cafés par jour. Privilégiez des temps de repas de 20 à 30 minutes plutôt qu'un grignotage express. En 10 minutes, le cerveau n'a pas pris en compte que vous vous alimentiez et réclame encore son dû !

Obésité :

on sait pourquoi le signal de satiété est retardé. Chez les personnes obèses, l'hormone de la faim n'est pas éliminée aussi vite qu'elle le devrait. Résultat, elles sont rassasiées moins vite. Des chercheurs de l'Inserm ont étudié le mécanisme qui retarde la sensation de satiété chez les personnes obèses. En temps normal, nous adaptons nos prises alimentaires à nos besoins. Aussi, après une période de surabondance alimentaire, nous diminuons naturellement notre alimentation afin de réguler notre poids. C'est une zone spécialisée du cerveau, l'hypothalamus, qui actionne ces

réactions de faim et de satiété. Ils ont ainsi mis en évidence un dysfonctionnement de l'hormone de la faim, la ghréline. De fait, ils ont observé que dans le sang des patients obèses, les immunoglobulines qui transportent la ghréline vers le cerveau ont une affinité plus grande que chez des personnes saines.

"C'est cette différence en affinité qui permet aux immunoglobulines de transporter plus de ghréline vers le cerveau et de renforcer son action stimulante sur la prise alimentaire", explique Sergueï Fetissov, auteur de l'étude. Rappelons que l'obésité touche plus de 15 % des adultes en France et que ses mécanismes ne sont pas encore élucidés. "Notre découverte ouvre une nouvelle piste pour concevoir des traitements agissant au cœur de ce mécanisme pour réduire l'hyperphagie observée dans le cas de l'obésité, souligne Pierre Déchelotte, directeur de l'Unité mixte Inserm/Université de Rouen.



L'anti-rides, on voit comment ça marche. Le soin cheveux anti âge à la kératine, c'est plus subtile. Comment ça marche et pourquoi votre tignasse pourrait bien être intéressée par cette nouveauté des salons de coiffure ? "Sans shampooing spécifique, sans soin pour les nourrir, les hydrater, les revitaliser, nos cheveux feraient grise mine". Myriam Kéramane, est coiffeuse et créatrice des cosmétiques Myriam K., anciennement Kérat-in. Elle a mis en place un soin dérivé du lissage brésilien, véritable anti-âge capillaire qui mêle l'action de la kératine à l'acide hyaluronique. La jeune femme a ciblé un

L'anti-âge pour cheveux

À quoi ça sert ?

besoin de ses clientes qui rêvaient de l'effet soyeux, solide et souple donné par la kératine sans chercher le lissage. Elle nous explique l'intérêt et le fonctionnement de cet enveloppement pratiqué en salon et qui cartonne depuis le début de l'année.

Quels sont les ennemis de la jeunesse du cheveu ?

La pollution, les brushings à répétition, les lissages à gogo, les shampooings détergents, les colorations ... Le stress et une alimentation déséquilibrée impactent également la chevelure. Les fourches sont le principal signe de vieillissement visible : la pointe endommagée s'ouvre et peut remonter le long du cheveu qui devient sec, rêche, plus difficile à coiffer.

A quel âge vieillissent les cheveux ?

Cela va dépendre de la nature et du vécu du cheveu. Ils évoluent surtout en fonction des hormones. Les cheveux de bébé sont différents de ceux d'un adolescent etc. Mais c'est vers 35/40 ans que le cheveu devient moins dense, plus fin, plus terne.

Comment trouve-t-on une solution à un facteur hormonal ?

Le soin cheveux anti âge à la Kératine est une solution uniquement extérieure, qui concerne l'aspect du cheveu. Avec le temps, la chevelure produit moins de kératine, qui sert à rendre le cheveu résistant, qui est son ingrédient anti-casse. La créatrice des soins Myriam K. a imaginé un soin cheveux qui mélangeait cet actif naturel à l'acide hyaluronique. Ce dernier apporte de la souplesse, de la brillance, régénère les molécules et booste l'effet de la kératine.

Un soin cheveux anti-âge pour quels effets ?

Immédiatement après le soin d'environ 45 minutes, la chevelure est renforcée, elle a gagné en soyeux et en souplesse, en volume, et les couleurs peuvent être vivifiées.

Attention : si vous utilisez un shampooing au chlorure de sodium (comme 99% des shampooings), l'effet du soin sera très vite atténué, le sel étant un corrosif de la kératine.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL

MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Deuxième tour des éliminatoires africaines des JO 2020

Les Vertes s'inclinent à Blida

Les filles de Kamel Betina se sont inclinées (0-2), hier 28 août 2019, face à la sélection du Nigéria au Stade Mustapha Tchaker de Blida pour le compte du match aller du deuxième tour des éliminatoires africaines des Jeux Olympiques Tokyo 2020. Les Vertes viennent donc de se compliquer sérieusement la tâche avant la seconde manche prévue le 03 septembre prochain à Lagos. Les coéquipières de Myriam Benlazar devront sortir le grand jeu pour espérer décrocher une qualification au troisième tour et un futur billet pour les JO 2020. Les mauvais résultats se succèdent pour la sélection nationale féminine depuis un certain temps désormais, les Algériennes sont sorties dès le premier tour de la dernière Coupe d'Afrique des Nations au Ghana avec trois défaites en trois rencontres.

Jeux africains 2019/Cyclisme

Youcef Reguigui en or, Nassim Saidi en bronze

L'Algérien Youcef Reguigui a décroché la médaille d'or de la course cycliste sur route des Jeux africains 2019, disputée jeudi entre les villes marocaines de Benslimane et Mohammadia sur une distance de 160 km. Reguigui avec un temps de 3 heures 32 minutes et 13 secondes a devancé au sprint le Sud-africain Ryan Gibbons et l'Algérien Nassim Saidi.

La course sur route messieurs est la dernière épreuve de cyclisme des JA-2019. A l'issue de cette course la sélection algérienne de cyclisme qui totalise 2 médailles (1 or, 1 bronze), termine à la 2e place du classement derrière l'Afrique du Sud avec 8 médailles (5 or, 3 argent).

L'Algérie décroche 7 nouvelles médailles en Gymnastique

Les gymnastes algériens ont décroché sept nouvelles médailles (2 or, 2 argent, 3 bronze) aux Jeux africains 2019, à l'issue de la 4e et dernière journée des épreuves de gymnastique disputée jeudi à Rabat (Maroc).

Les médailles d'or algériennes ont été décrochées par Mohamed Bourguieg à la table de saut avec un score de (13.883) et Hillal Metedji aux barres parallèles avec un note de (13.433), qui a également remporté l'argent à la barre fixe (12.800).

Quatre autres algériens se sont distingués lors de cette 4e et dernière journée des épreuves de gymnastique. Il s'agit de Ahmed Maoudj médaillé d'argent à la table de saut, Mohamed Aouicha médaillé de bronze à la barre fixe, Sofia Nair qui s'est adjugée le bronze à la Poutre et Lahna Salem en bronze au sol.

A l'issue de la 4e et dernière journée des épreuves de gymnastique, l'Algérie termine la compétition avec une moisson de 17 (5 or, 7 argent, 5 bronze), devancée par l'Egypte avec 18 médailles (8 or, 7 argent et 3 bronze). Le Nigeria prend la 3e place avec 3 médailles (1 or, 2 bronze).

L'EN de handball s'incline face au Maroc et rate la bronze

La sélection masculine algérienne de handball s'est inclinée face à son homologue marocaine 22 à 25 (mi-temps : 11-12), en match de classement pour la médaille de bronze du tournoi de handball des Jeux africains 2019, disputé jeudi à la salle Omnisport du Complexe sportif Mohamed V à Casablanca (Maroc).

De son côté, la sélection féminine algérienne a terminé à la 6e place après sa défaite en match de classement face à son homologue tunisienne (24-28). La finale du tournoi féminin oppose actuellement l'Angola au Cameroun.

Ecartée, dans un premier temps de la participation aux JA-2019, la Fédération algérienne de handball s'était engagée à décrocher deux médailles lors des joutes africaines. Objectif loin d'être atteint par les sélections nationales à Rabat.

Ligue I (3e journée)

Deux derbys passionnants, l'USMA sur du velours



La troisième journée de la Ligue I sera caractérisée par deux derbys passionnants, un à Alger qui opposera le NAHD au CRB et un autre à l'Est entre le CABBA et l'ESS, alors que le champion sortant, l'USM Alger, jouera sur du velours en accueillant l'AS Aïn M'lila. Ainsi, donc les voisins Nasr Hussein-Dey et le Chabab de Belouizdad se rencontreront dans une rencontre très spéciale comme elles le sont toutes. Les Sang et Or qui avaient refusé de jouer au stade du 5 juillet se sont résignés à la fin à cette programmation et tenteront de faire tout ce qui est de leur possible pour s'en sortir avec un résultat positif même s'ils savent que leur mission ne sera pas de tout repos face à une formation du CRB qui se trouve sur une belle lancée. Les gars de Laâkiba ont réussi un début honorable avec un nul et une victoire et souhaitent enregistrer un second succès d'affilée ce qui reste possible face aux jeunes du Nasria. De son côté, le CA Bordj Bou Arreridj tentera de prendre le dessus sur le voisin, l'ES Sétif dans ce derby passionnant des Hauts Plateaux. Il serait difficile d'évoquer un quelconque pronostic dans

ce match tant est que les deux formations ont un niveau qui se rapproche. Toutefois, les Criqueux pensent qu'ils peuvent l'emporter, cette fois-ci, sachant que l'Entente passe par une étape difficile. L'USM Alger, champion d'Algérie en titre et qui débute bien malgré les problèmes financiers dont il souffre, affronte à domicile au stade Hammad d'Alger, la formation de l'AS Aïn M'lila et ne devrait pas trouver de peine à l'emporter, sachant que cette équipe a du mal à revenir avec de bons résultats de l'extérieur de ses bases. La JS Kabylie qui reste sur une retentissante qualification en Ligue des champions d'Afrique se déplace à Alger pour y croiser le fer avec le Paradou AC soit un autre "africain". Les Canaris espèrent repartir avec les trois points du succès et affirmer que cela reste possible tant qu'ils se comportent bien à l'extérieur de leurs bases. Cependant, ils doivent faire très attention à cette équipe du Paradou AC qui souhaite mettre fin à cette mauvaise série de résultats après avoir concédé la défaite respectivement face au MCA et à l'USB. Le MC Alger, lui, se rend à Béchar pour croiser le fer avec la JS Saoura. Après avoir réussi à gagner face au

PAC, les Vert et Roue tenteront, cette fois, de revenir avec le meilleur résultat possible face à une équipe qui ne lâche généralement pas de points à domicile et reste donc déterminée à continuer sur cette série. Les gars de Béchar, conduits par Djallit, envisagent de l'emporter pour se rapprocher encore plus du peloton de tête. Enfin, le MC Oran reçoit le CS Constantine avec l'ambition d'aligner trois autres points à home, ce qui reste dans ses cordes. Auteurs d'un nul probant à Sétif, les Hamraoua souhaitent encore ajouter d'autres points à domicile et montrer leur détermination à jouer les premiers rôles cette saison, surtout avec l'arrivée de Chérif El Ouzani à la barre technique.

Imad M.

Le programme :

Samedi 31 août :
NAHD-CRB (21h)
CABBA-ESS (20h30)
PAC-JSK(20H30)
MCO-CSC (20H30)
JSS-MCA(21H)
USMA-ASAM (dimanche 21h)

Arabie saoudite

Youcef Belaili signe pour 3 ans au Ahli Djeddah

L'international algérien Youcef Belaili sous contrat avec l'ES Tunis jusqu'au 30 juin 2020, a rejoint les rangs de la formation saoudienne d'Al Ahli Djeddah SC, a annoncé le club de première division sur son compte twitter ce jeudi.

L'ancien joueur de l'USM Alger s'est engagé avec Ahli SC pour trois ans soit jusqu'en 2022, précise la même source sans mentionner l'indemnité de transfert.

Auteur d'une excellente saison avec l'ES Tunis avec lequel il a remporté la Ligue des champions d'Afrique 2019, Belaili va entamer une nouvelle expérience en Arabie saoudite ou évolue plusieurs internationaux algériens entre autres le gardien Rais M'bolhi (Al Ittifak) et le défenseur Djamel Belamri (Al-Chabab).

Belaili (27 ans) était l'un des joueurs clés de l'équipe nationale, lors de la dernière CAN-2019 remportée par les Verts en Egypte, pour

la deuxième fois de leur histoire.

Devenu titulaire à part entière depuis l'arrivée de Djamel Belmadi à la tête du staff technique, le natif d'Oran a inscrit deux buts à la CAN-2019, face au Sénégal (1-0) en phase de poules, et à la Guinée (3-0) en 1/8es de finale.

Ahli Djeddah SC qui a terminé à la 4e place la saison dernière, disputera la saison prochaine la Ligue des champions d'Asie.

Olympiacos Le Pirée

Benzia a passé sa visite

Yassin Benzia s'est envolé aujourd'hui pour Athènes où il a passé sa visite médicale pour s'engager avec l'Olympiacos.

Fraîchement qualifiés à la phase de

poule de la Ligue des Champions, les Grecs se renforcent et l'international algérien Benzia va rejoindre son compatriote Soudani sous la forme d'un prêt du LOSC. Après une saison ratée au Fenerbahce en

Turquie, le milieu offensif de 24 ans va tenter de se relancer chez les vices-champions de Grèce.

L'officialisation ne devrait plus trop tarder avec une annonce ce soir ou demain.

Pour un ordre mondial durable Le livre du président Xi offre une idéologie complète

Le livre du président chinois Xi Jinping offre une idéologie complète pour un ordre mondial durable, a estimé mercredi Mohamed Saleh Maalej, président de l'Association des éditeurs tunisiens.

L'éditeur tunisien a évoqué les raisons pour lesquelles il a publié et diffusé la traduction arabe de l'œuvre du président Xi sur la gouvernance de la Chine. "L'objectif de l'édition arabe du livre du président chinois découle du fait que les relations sino-arabes ont bénéficié d'une ampleur plus étendue à partir du lancement de l'Initiative de la Ceinture et la Route (les routes de la soies ndlr) en 2013 par le président Xi".

"L'année dernière à Abou Dhabi, a-t-il rappelé, la Chine était l'invitée d'honneur de la Foire du livre (...). Cet événement a été une franche réussite et a été marqué par une participation culturelle chinoise des plus brillantes dans le monde arabe".

"La Chine est forte par son président qui n'est pas seulement un dirigeant, mais également un leader mondial et une personnalité très influente au niveau international". Sur cette base, a-t-il commenté, "en tant qu'Arabes, nous devons comprendre les pensées de M. Xi Jinping, ses idées et l'esprit de son succès, afin de pouvoir comprendre la Chine".

D'autant plus que les Arabes ont une attitude amicale envers ce pays". Pour l'écrivain tunisien, "le modèle de développement de la Chine ne cesse de séduire aussi bien les Arabes que les occidentaux, du fait que ce pays a réussi, en dépit d'une population massive, à atteindre une croissance extrêmement rapide à l'échelle mondiale".

"Depuis l'accession au pouvoir du président Xi Jinping, le gouvernement chinois a présenté de nombreux plans de réforme s'étendant à de nombreux domaines (...) Cela fait du développement de la Chine une étincelle qui attire l'attention à travers le monde entier", a indiqué l'intellectuel tunisien.

Pour ce dernier, "le livre du président chinois constitue une indication pertinente sur le poids de la Chine et son aptitude à être un leader dans sa communication avec le monde entier, en se basant sur une approche plus ouverte et plus interactive".

T. K.

Automobile

Partenariat tuniso-chinois pour une usine d'assemblage

Le ministre tunisien de l'Industrie et des PME, Slim Feriani a posé jeudi, la première pierre de l'usine d'assemblage de véhicules, dans la ville de Bou Arada, fruit d'un partenariat tuniso-chinois.

"D'une valeur estimée à 30 millions de dinars (MD), la réalisation de cet usine devrait permettre la création de 350 postes d'emplois", a déclaré M. Feriani à la presse, en soulignant "l'importance de ce projet qui va être réalisé par un investisseur tunisien, en partenariat avec l'entreprise "FAW Group Corporation", 3ème constructeur automobile chinois.

Le ministre a précisé que l'usine de Bou Arada produira 1.000 véhicule (voitures et camions) dans une première étape pour passer à 4.000 unités en 2021.

T. K.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr

LA PLANÈTE MENACÉE PAR LES FEUX DE FORÊT
IL FAUT SE PRÉPARER A VIVRE
AVEC UN SEUL POUMON



Lutte antiterroriste

Destruction de bombes artisanales et des casemates



Quatre bombes de confection artisanale et quatre casemates pour groupes terroristes contenant divers objets ont été détruites mercredi par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'opérations distinctes de fouille et de ratissage menées à Médéa, Aïn Defla et Sidi Belabbès, indique jeudi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit, le 28 août 2019 lors d'opérations distinctes de fouille et de ratissage menées à Médéa, Aïn Defla

(1^e Région militaire) et Sidi Belabbès (2^e Région militaire), 4 bombes de confection artisanale et 4 casemates pour groupes terroristes contenant divers objets", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP, appuyés par des éléments de la Gendarmerie nationale, "a appréhendé, à Sidi Belabbès, 2 narcotrafiquants et saisi 19 kilogrammes de kif traité, tandis que 2 autres narcotrafiquants en leur possession 28,65 kilogrammes de la même substance ont été interceptés lors de deux opérations distinctes à Ghardaïa (4^e Région militaire) et

Béchar (3^e Région militaire)".

D'autre part, un détachement de l'ANP "a arrêté, à Bordj Badji Mokhtar (6^e Région militaire), 7 individus et saisi un camion, un véhicule tout-terrain, 203 sacs de mélange de pierres et d'or brut outre des équipements d'orpaillage", alors que des éléments de la Gendarmerie nationale "ont arrêté, à Biskra (4^e Région militaire), 2 contrebandiers et saisi 9000 unités de différentes boissons et 340 kilogrammes de tabac.

Aussi, 30 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Laghouat, Mascara et Béchar", ajoute le communiqué.

L. M.

ACTU...

El-Oued

Saisie de plus de 8 kg de kif

Les services de Sûreté d'El-Oued ont saisi, récemment, plus de huit (08) kg de kif traité, et les forces de police d'Alger et de Khenchela ont saisi 713 comprimés psychotropes, a indiqué, jeudi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), faisant état de l'arrestation de 65 suspects dans ce cadre.

Les services de Sûreté de la wilaya d'El-Oued ont arrêté deux individus s'adonnant au trafic de drogue et ont saisi 8 kg et 237 grammes de kif traité. Dans le même sillage, les forces de police relevant de la Sûreté d'Alger ont effectué, ces derniers jours, des opérations dans différents quartiers et qui sont soldées par l'arrestation de 64 suspects impliqués dans divers crimes, dont la détention et le trafic de drogue et des psychotropes, le port d'armes blanches prohibées.

Ces opérations ont donné lieu à la saisie de 153 comprimés psychotropes et 512 grammes de kif traité.

La police de Khenchela, quant à elle, a procédé lors d'une opération similaire à l'arrestation d'un mis en cause et à la saisie de 560 comprimés psychotropes.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre toutes formes de vente illégale, notamment de boissons alcoolisées, les éléments de police judiciaires de la wilaya de Relizane ont saisi 678 unités de boissons alcoolisées de différents types et volumes destinées à la vente illégale, conclut le communiqué.

Z. N.

Accidents de la route

Dix morts en une semaine dans les zones urbaines

Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 356 autres ont été blessées dans 300 accidents corporels, survenus du 20 au 26 août en zones urbaines, selon un bilan rendu public, jeudi, par les services de la Sûreté nationale.

Par rapport aux statistiques enregistrées la semaine dernière, le bilan fait ressortir une baisse du nombre de décès (-3 cas), contre une hausse du nombre d'accidents (+10 cas), alors que le nombre de blessés est resté inchangé.

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents à plus de 95 %, en raison du non respect de la distance de sécurité, l'excès de vitesse, la fatigue et le manque de concentration lors de la conduite, entre autres facteurs liés à l'état du véhicule", ajoute la même source. A cet effet, la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) appelle les usagers de la voie publique "à faire preuve de prudence et de vigilance lors de la conduite, à respecter le code de la route, à éviter l'excès de vitesse et à veiller au contrôle régulier de leurs véhicules, mettant à leur disposition, 24h/24h, le numéro vert 1548 et celui de secours 17".

D. R.

Après des indiscretions

L'assistante personnelle de Trump démissionne

L'assistante personnelle de Donald Trump, Madeleine Westerhout, a démissionné jeudi après avoir partagé avec des journalistes des informations concernant la famille du président américain, ont rapporté des médias américains.

Selon le quotidien New York Times qui cite des sources non identifiées, M. Trump a appris que son assistante avait évoqué sa famille et certaines questions liées à la Maison Blanche lors d'un échange off the record avec des journalistes dans le New Jersey où il a récemment séjourné.

D'autres médias dont CNN et Politico ont ensuite également rapporté son départ. Selon CNN, Mme Westerhout n'a pas clairement stipulé durant l'échange avec les journalistes qu'il était off et un des reporters a fait part de la conversation à la Maison Blanche.

Mme Westerhout, dont le bureau était situé face au Bureau ovale, est décrite par les médias américains comme "la gardienne de la porte" de M. Trump dont elle a été l'assistante personnelle depuis le début de la présidence. Selon le New York Times, Mme Westerhout est dorénavant une "employée séparée" et n'a plus

accès à la Maison Blanche.

M. Trump et Mme Westerhout avaient une relation "étroite", selon CNN citant un ancien responsable de l'administration Trump qui a toutefois souligné que parler de la famille du président constituait "une ligne rouge" à ne pas franchir. Mme Westerhout n'apparaissait pas dans les médias comme une collaboratrice de premier plan à la Maison Blanche mais son départ vient s'ajouter à une longue liste de démissions depuis l'élection de M. Trump en 2016.

R. I.